



## **Cadrage réglementaire**

### **Diagnostic des procédures réglementaires**

**Rapport**  
**Création du Centre National de Primatologie sur le site de**  
**Rousset**  
**Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage sur le volet**  
**environnemental**  
**10 juin 2024**

---

# Création du Centre National de Primatologie sur le site de Rousset

## Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage sur le volet environnemental

### Fiche d'identification

Maitre d'ouvrage	CNRS
Projet	Création du Centre National de Primatologie sur le site de Rousset
Etude	Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage sur le volet environnemental
Date du document	10 juin 2024
Nom du fichier	CNRS_Diagnostic réglementaire - VB.docx
Langue document	du Français

## RAPPORT

Création du Centre National de Primatologie sur le site de Rousset  
Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage sur le volet environnemental

	Nom Prénom	Date	Modifications
Rédaction	LHUIILLIER Grégoire	16/05/2024	Version travail
Vérification	VEILEX Ronan	17/05/2024	
Engagement de la responsabilité de l'entité	SALOMON Bénédicte	22/05/2024	
Rédaction	VEILEX Ronan	10/06/2024	Version MAJ suite COPIL sous- préfecture
Vérification	SALOMON Bénédicte	10/06/2024	
Engagement de la responsabilité de l'entité	VEILEX Ronan	10/06/2024	
Rédaction		JJ/MM/AA	
Vérification		JJ/MM/AA	
Engagement de la responsabilité de l'entité		JJ/MM/AA	

## Table des matières

<b>1</b>	<b>DESCRIPTION DU PROJET .....</b>	<b>6</b>
<b>1.1.</b>	<b>OBJECTIF ET DESCRIPTION DE L'OPERATION .....</b>	<b>7</b>
1.1.1.	LOCALISATION ET DESCRIPTION DU SITE.....	7
1.1.2.	OBJECTIF DE L'OPERATION.....	7
1.1.3.	DESCRIPTION DE L'OPERATION PROJETEE.....	7
1.1.4.	QUALIFICATION DE L'ACTIVITE ET DES OPERATIONS AU TITRE DE L'URBANISME .....	9
1.1.5.	AMENAGEMENT DES VOLIERES .....	9
1.1.6.	QUANTITES ESTIMEES DE PRODUITS CHIMIQUES PAR GRANDE FAMILLE D'USAGE .....	10
1.1.7.	GEOOTHERMIE .....	10
1.1.8.	DEFINITION DU BASSIN VERSANT DU PROJET.....	11
	.....	11
	.....	11
<b>1.2.</b>	<b>PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CONTEXTE .....</b>	<b>11</b>
1.2.1.	LOCALISATION ET DESCRIPTION DU SITE ACTUEL.....	11
1.2.2.	URBANISME.....	14
1.2.2.1.	PLU de la commune de Rousset .....	14
1.2.2.2.	Projet de PLUi du Pays d'Aix .....	17
1.2.2.3.	Risque inondation .....	19
1.2.3.	CONTEXTE URBAIN .....	19
1.2.4.	CONTEXTE MILIEU NATUREL .....	20
1.2.5.	PATRIMOINE .....	20
<b>2</b>	<b>ANALYSE DES PROCEDURES .....</b>	<b>21</b>
<b>2.1.</b>	<b>OBJET DE L'ANALYSE .....</b>	<b>22</b>
<b>2.2.</b>	<b>TABEAU DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES .....</b>	<b>22</b>
2.2.1.	CONCERTATION AMONT .....	23
2.2.2.	EVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	24
2.2.3.	CONSULTATION DU PUBLIC .....	29
2.2.4.	PROCEDURES REQUISES AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT .....	31
2.2.5.	PROCEDURES REQUISES AU TITRE DU CODE FORESTIER.....	38
2.2.6.	PROCEDURES REQUISES AU TITRE DU CODE DU PATRIMOINE.....	39
2.2.7.	AUTORISATIONS REQUISES AU TITRE DU CODE DE L'URBANISME .....	40
2.2.8.	PROCEDURE NECESSAIRES EN PHASE CHANTIER.....	42
<b>2.3.</b>	<b>SYNTHESE DES PROCEDURES APPLICABLES ET PRECONISATIONS.....</b>	<b>43</b>
2.3.1.	PROCEDURES ECARTEES .....	43
2.3.2.	PROCEDURES A CONFIRMER.....	43
2.3.3.	PROCEDURES REQUISES .....	44

## Sommaire des illustrations

Figure 1 : Synthèse des surface intérieure et extérieure prévue dans le cadre de l'opération .....	8
Figure 2 : Simulation d'implantation des bâtiments en projet (Source : CNRS) .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Figure 3 : Illustrations de volières mises en œuvre (Source : CNRS) .....	10
Figure 4 : Localisation de la station de Primatologie .....	12
Figure 5 : Schéma de la Station de Primatologie actuelle (2023, CNRS) .....	13
Figure 6 : Extrait du règlement graphique du PLU de la commune de Rousset .....	15
Figure 7 : extrait du plan de zonage du PLUi du Pays d'Aix .....	18
Figure 8 : Aléa inondation sur le site (source PLU) .....	19
Figure 9 : Extrait Géoportail - Localisation des bâti à proximité du site .....	20

# 1 DESCRIPTION DU PROJET

---

## 1.1. OBJECTIF ET DESCRIPTION DE L'OPERATION

### 1.1.1. LOCALISATION ET DESCRIPTION DU SITE

Le site Rousset du CNRS se situe sur la commune de Rousset-sur-Arc (13790) dans le département des Bouches-du-Rhône. Ce site, propriété de l'État, a été mis à disposition du CNRS via une convention d'utilisation pour une durée de 20 ans. Les 14 parcelles concernées (AR162-163-164-167-168-170-171-282-305-307-325-327-329-331) représentent une surface foncière de 169 619 m<sup>2</sup> pour une surface de plancher de bâtiment de 4 740 m<sup>2</sup> répartie sur 27 bâtiments.

La Station de Primatologie (SdP) est l'une des grandes installations en Europe entièrement consacrée aux primates, elle est destinée à l'élevage et à la production de babouins pour les besoins de la recherche.

Pour travailler, les différentes équipes utilisent annuellement entre 400 et 500 macaques cynomolgus, et aux alentours de 50 vervets, 50 macaques rhésus, 50 babouins et 40 marmousets.

### 1.1.2. OBJECTIF DE L'OPERATION

Il existe actuellement une crise de l'approvisionnement en macaques, la Chine ayant arrêté complètement ses exportations. Le site du Rousset a été identifié pour assurer au niveau national une production de macaques rhésus et macaques cynomolgus tout en continuant sa production en Babouin et Marmouset.

L'objectif est d'atteindre la production de 2 000 Primate Non Humain (PNH) environ (contre 400 actuellement) afin de retrouver l'autonomie scientifique et sanitaire nécessaire.

### 1.1.3. DESCRIPTION DE L'OPERATION PROJETEE

L'opération de création du CNP porterait en grande partie sur des nouvelles constructions comprenant :

- Des espaces d'hébergement de PNH qui se fera en accord avec les plus hauts standards européens en matière de sécurité des travailleurs et de bien-être animal dont de nombreux espaces extérieurs accessibles en continu ;
- Un ensemble des bâtiments nécessaires au fonctionnement d'un tel centre (logistique, soins, services à la reproduction, tertiaire...) y compris les installations nécessaires à la sécurité sanitaire (station de traitement des effluents par exemple) et à la sûreté du site (caméras, clôtures...)

Le CNRS propose ainsi de réaliser un projet immobilier sur le site du Rousset pour créer :

- Un centre de production national de macaques rhésus (*Macaca mulatta*) d'une capacité de production de 50 animaux annuellement. Cela se fera soit par une rénovation de grande ampleur du bâtiment actuel, soit par la construction d'un nouveau bâtiment de 500 m<sup>2</sup> ;
- Un centre de production national de macaques cynomolgus (*Macaca fascicularis*) d'une capacité de production de 250-300 animaux annuellement de 3 500 m<sup>2</sup> ;
- La construction d'un bâtiment dédié à l'élevage de vervet (*Chlorocebus pygerythrus*) ;
- La rénovation du centre de production national de babouins olives (*Papio anubis*) pour une capacité de production de 50 animaux annuellement ;

- La construction ou la rénovation d'un bâtiment pour l'élevage des marmousets. L'objectif est de produire 25-30 marmousets par an (soit 15 couples) ;
- La création d'une nouvelle route et/ou l'extension de la route existante sur une longueur de 0,6 km ;
- Le CNRS étudie également la possibilité d'intégrer au projet un système de géothermique.

Le projet immobilier proposé est établi autour d'un ensemble « intégratif », c'est-à-dire qu'il identifie dès sa programmation l'ensemble des bâtiments techniques nécessaires au fonctionnement d'un tel centre (logistique et soins, laboratoire, accueil, espaces pour le personnel) ainsi que les contraintes de sûreté (sécurité du site vidéo surveillance, clôture, sécurité sanitaire, performance et amélioration énergétique).

Le tableau ci-dessous synthétise les surfaces intérieures projetées par bâtiments et celles des principaux aménagements extérieurs associés (volières, aire de livraison...) de l'opération de création du CNP.

Bâtiment	Découpage	Surface intérieure (m <sup>2</sup> SDP)	Surface extérieure (m <sup>2</sup> )
Poste de garde	Tranche optionnelle	22	165
Tertiaire (administration)	Tranche ferme	958	1 235
Poste de livraison	Tranche ferme	22	0
Logistique	Tranche ferme	808	355
Biomédical (services)	Tranche optionnelle	315	15
Babouins (reproduction)	Tranche optionnelle	806	328
Marmousets	Tranche ferme	309	0
Macaques rhésus	Tranche ferme	672	264
Macaques cynomolgus 0 (communs)	Tranche ferme	322	0
Macaques cynomolgus 1 (reproduction)	Tranche ferme	640	288
Macaques cynomolgus 2 (reproduction)	Tranche ferme	640	288
Macaques cynomolgus 3 (reproduction)	Tranche optionnelle	640	288
Macaques cynomolgus 4 (reproduction)	Tranche optionnelle	640	288
Macaques cynomolgus 5 (post-sevrage)	Tranche ferme	640	288
Macaques cynomolgus 6 (post-sevrage)	Tranche optionnelle	640	288
<b>Total</b>		<b>8 075</b>	<b>4 090</b>

Figure 1 : Synthèse des surface intérieure et extérieure prévue dans le cadre de l'opération

Au total, le projet prévoit :

- En tranche ferme :
  - 5011 m<sup>2</sup> de surface intérieure (SDP)
  - 2718 m<sup>2</sup> de surface extérieure
- En tranche optionnelle :
  - 3063 m<sup>2</sup> de surface intérieure (SDP)
  - 1372 m<sup>2</sup> de surface extérieure

Ces aménagements seraient réalisés sur la partie Ouest du site Rousset qui est déjà en partie urbanisé. Les édifices les plus anciens datent de 1970. Ils sont aujourd'hui inadaptés et seront démolis.



Un accent fort du projet sera porté sur l'impact environnemental (traitement des effluents, phytoépuration) et la performance environnementale induite entre autres par la faible consommation d'énergie de ces nouvelles constructions. Des études d'opportunité sont en cours avec ADEME et Métropole concernant l'alimentation énergétique, (photovoltaïque, géothermie, méthanisation).

#### **1.1.4. QUALIFICATION DE L'ACTIVITE ET DES OPERATIONS AU TITRE DE L'URBANISME**

Une note juridique a spécifiquement été produite afin de démontrer le caractère agricole de l'activité sur le site de Rousset. Les conclusions de cette note sont que l'activité d'élevage de PNH peut être qualifiée d'activité agricole au sens de l'article L.311-1 du code rural et de la pêche maritime. Toutefois cette analyse présente une fragilité juridique au regard du porteur de projet, CNRS, dont l'activité demeure à titre principal une activité de recherche.

Par ailleurs les opérations réalisées dans le cadre du projet peuvent également être assimilées à des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées.

Une analyse de la problématique liée au zonage réalisée par le Cabinet GINKGO a été présentée et la synthèse de ce travail a été transmise à la DDTM le 26/03/2024. Après consultation de la DDTM, une observation a été déposée au registre de l'enquête publique de PLUi du Pays d'Aix pour demander l'ajout de l'activité agricole à vocation scientifique dans la liste des activités autorisées au sein de la zone A.

#### **1.1.5. AMENAGEMENT DES VOLIERES**

Le projet CNP prévoit l'aménagement de volières extérieures, en complément des loges intérieures destinées à la stabulation des animaux. Chaque PNH (hors marmousets et animaux placés en isolement) aura ainsi accès en continue à la fois à un espace intérieur (chauffé et climatisé) et à un espace extérieur.

Les caractéristiques des volières extérieures sont les suivantes :

- Surface comprise entre 12 m<sup>2</sup> et 29 m<sup>2</sup>.
- Hauteur d'environ 3 m ;
- Installations positionnées sur dalle (probablement en béton) permettant de récupérer les eaux pluviales et de rinçage.
- Parois verticales constituées d'un muret (probablement en béton) de quelques dizaines de centimètres de haut et surmonté d'une structure métallique (probablement en grillage).
- Plafond constitué probablement de grillage.
- Plafond (environ 30%) équipé de protections contre la pluie et le soleil.
- Présences de points d'eau pour l'abreuvement et potentiellement un système de brumisation voire.



Photo de volières extérieures sur le site Rousset



Photo de volières extérieures sur le site Göttingen

Figure 2 : Illustrations de volières mises en œuvre (Source : CNRS)

### 1.1.6. QUANTITES ESTIMEES DE PRODUITS CHIMIQUES PAR GRANDE FAMILLE D'USAGE

L'activité sur le site nécessitera l'utilisation de différents produits chimiques. Le tableau ci-dessous synthétise les capacités maximales de stockage des différents produits chimiques nécessaire à l'exploitation du site :

Famille	Capacité maximale de stockage sur site (en kg)
Produits ménagers	510
Alcools et solvants	110
Produits pharmaceutiques	2
Gaz spéciaux	450
Autres produits chimiques	120

### 1.1.7. GEOTHERMIE

Une étude de faisabilité en géothermie est en cours de réalisation afin d'évaluer le dimensionnement d'une future pompe à chaleur géothermique. Elle a aussi pour but d'établir la faisabilité du projet tout en reprenant toute la réglementation établit pour les exploitations géothermiques de types GMI (géothermie de minime importance).

Les caractéristiques d'une exploitation géothermique de type GMI sont les suivantes :

- Profondeur comprise en 10 et 200 m ;
- Puissance thermique inférieure ou égale à 500 kW

Il est à noter qu'en cas d'implantation d'une exploitation géothermique de type GMI, l'installation relève d'une procédure de télédéclaration. Cette déclaration vaut accomplissement des procédures prévues par le II de l'article L. 214-3 du code de l'environnement (déclaration loi sur l'Eau) et par l'article L. 411-1 du code minier.

### 1.1.8. DEFINITION DU BASSIN VERSANT DU PROJET

Une étude spécifique a permis de déterminer le bassin versant amont du projet. Ce bassin versant est délimité par la RD 56. Cette délimitation conduit à retenir un bassin versant amont d'une emprise de 7 800 m<sup>2</sup>.

Ainsi, en considérant la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature IOTA, la surface de projet maximale + surface du bassin versant interceptée retenue à ce stade est de :

- Surface de projet (assimilée à la surface du site) : 9,5 ha dont 2,2 ha imperméabilisées
- Surface du bassin versant amont : 7 800 m<sup>2</sup>
- Total Surface projet + BV amont : 102 800 m<sup>2</sup> soit environ 10,3 ha

Il convient de préciser que cette surface est un maximum et qu'elle pourra être optimisée en fonction des aménagements définitifs retenus.

[REDACTED]

[REDACTED]

- [REDACTED]
- [REDACTED]

[REDACTED]

- [REDACTED]
- [REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

## 1.2. PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CONTEXTE

### 1.2.1. LOCALISATION ET DESCRIPTION DU SITE ACTUEL

Le CNRS a un projet de réalisation d'un centre national de primatologie (CNP) sur le site actuel de la station de primatologie de Rousset.

Le site s'étend sur une surface de 16 ha, et abrite 4 740m<sup>2</sup> de surface de plancher répartis sur 27 bâtiments, regroupés dans une zone clôturée et sécurisée. Trois zones se distinguent :

- La zone 1, partie ancienne du site, faisant partie du plan SPI 2022-2026, est constituée de bâtiments vieillissants et de zones extérieures dédiées à l'animalerie. Cela inclut des cages, des volières, des espaces de stabulation, des locaux techniques et des espaces de stockage pour l'entretien des cages et le stockage d'aliments.
- La zone 2, en cours de modernisation, comprend un bâtiment administratif construit en 2006 accueillant 30 personnes, une zone d'élevage et une zone logistique, conformément au plan SPI 2017-2021.
- La zone 3, la réserve foncière, est délimitée au nord par le site existant, à l'est par le reste du site, la déchetterie Rousset, la D56 et par une zone boisée classée, et au sud par le cours d'eau l'Arc et une zone boisée classée.

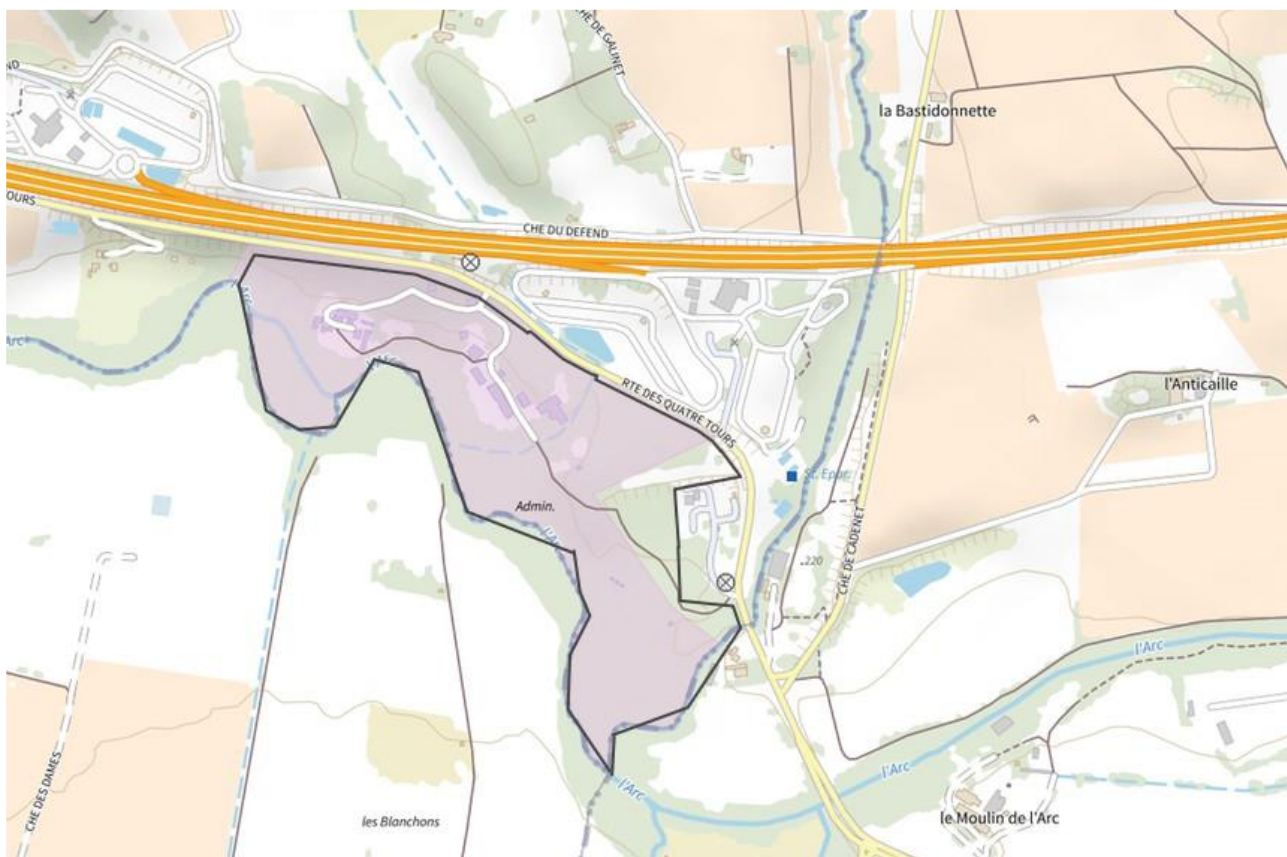


Figure 3 : Localisation de la station de Primatologie

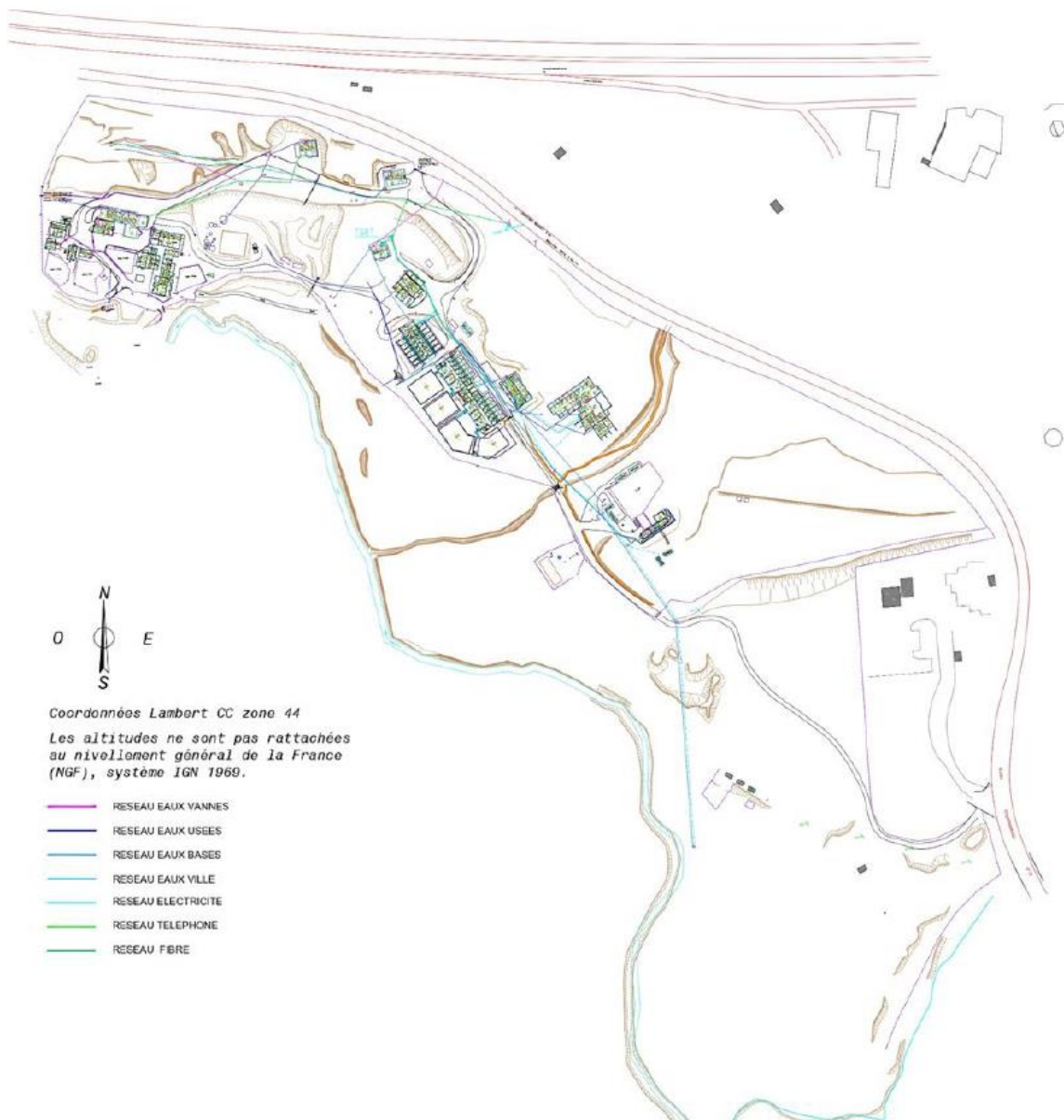


Figure 4 : Schéma de la Station de Primatologie actuelle (2023, CNRS)

Le site ne dispose pas d'accès direct par l'autoroute mais il est très bien desservi par la RD 56. Le site actuel comprend ainsi deux accès situés le long de la départementale 56, dont un accès principal au nord de la parcelle et un secondaire qui n'est pas utilisé.

Le site est bordé :

- Au nord par l'autoroute A8, l'aire d'autoroute de la Sainte Victoire et la D56
- Au sud par un cours d'eau (l'Arc) et une zone boisée classée ;
- À l'est, par une déchetterie, la D56 et un espace classé boisé ;
- À l'ouest par une zone boisée classée et le reste du site.



## 1.2.2. URBANISME

### 1.2.2.1. PLU de la commune de Rousset

Le site est positionné sur la commune de Rousset. La commune de Rousset est couverte par un PLU dont la dernière procédure a été approuvée en octobre 2019.

Le site est intégralement situé sur la zone A du PLU.

L'article 1 du règlement d'urbanisme de la commune précise qu'en zone A peuvent seules être autorisées :

- Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole,
- Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages,
- Le changement de destination des bâtiments identifiés au 1B° des dispositions particulières du présent règlement,
- L'extension mesurée des bâtiments d'habitation existants à la date d'approbation du PLU, dès lors que cette extension ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site et sous réserve de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif et dans les limites fixées à l'article A2.

Toute autre occupation ou utilisation du sol est interdite, sauf exceptions visées à l'article A2.

Dans les espaces contribuant aux continuités écologiques et à la trame bleue : Aucune nouvelle construction n'est admise à l'exception des constructions à usage de service public ou collectif.

En zones inondables, certaines occupations et utilisations du sol sont interdites en application du 7° des dispositions particulières du présent règlement (DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES RELATIVES A L'ALEA INONDATION).

L'article 2 précise que sont notamment autorisées les occupations et utilisations suivantes :

- Les constructions, occupations et utilisations du sol nécessaires à l'exploitation agricole (y compris les installations classées pour la protection de l'environnement), si elles sont respectueuses du caractère de la zone.
- Les affouillements et exhaussements du sol nécessaires à l'exploitation agricole, aux équipements publics ou d'intérêt collectif et/ou aux infrastructures autoroutières ainsi qu'aux autres occupations et utilisations du sol admises dans la zone, s'ils sont respectueux du caractère de la zone et s'ils ne compromettent pas la stabilité du sol et le libre écoulement des eaux.
- Les constructions et installations liés et nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif et/ou aux infrastructures autoroutières, y compris ceux relevant du régime des installations classées, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

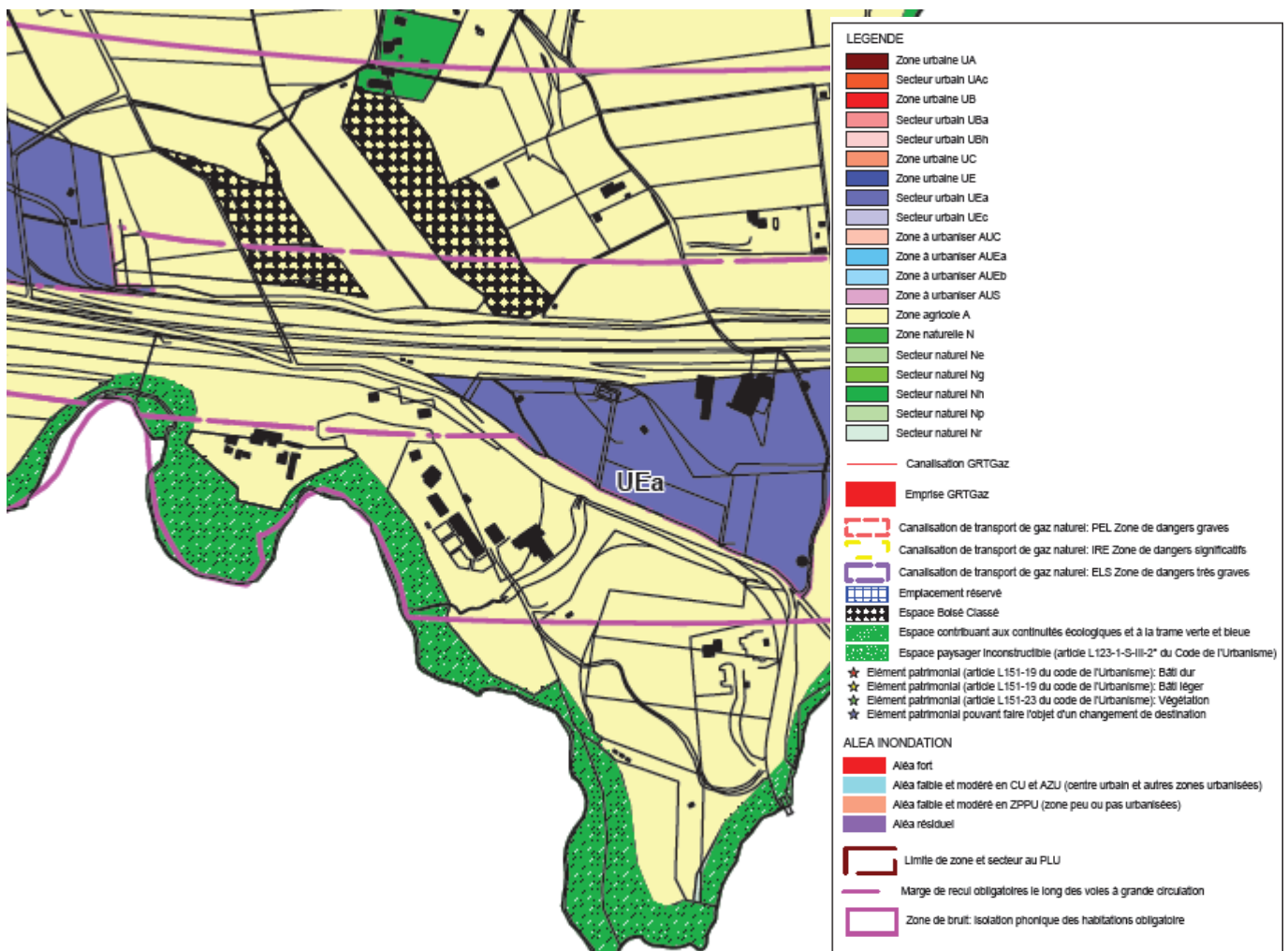


Figure 5 : Extrait du règlement graphique du PLU de la commune de Rousset

Le règlement de la zone A précise notamment :

- Desserte des terrains
- Assainissement des eaux usées
  - Le raccordement au réseau public d'assainissement est obligatoire si ce dernier est présent. En l'absence de réseau public, l'assainissement non collectif est admis sous réserve de l'aptitude des sols dans le respect du zonage d'assainissement (annexé au PLU) et conformément à la réglementation en vigueur. En cas de mise en service d'un tel réseau le raccordement de l'ensemble des constructions et locaux à celui-ci est obligatoire. L'évacuation des eaux et matières usées traitées ou non traitées dans les cours d'eau, fossés, caniveaux et réseaux d'eaux pluviales est interdite.
- Gestion des eaux pluviales
  - Les aménagements doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement normal des eaux pluviales vers les ouvrages collectifs récepteurs ou, en leur absence, vers les exutoires naturels. Dans ce dernier cas, des mesures devront en outre être prises afin de limiter l'imperméabilisation des sols et d'assurer la maîtrise des débits d'écoulement.
- Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

- Concernant les voies publiques ou ouvertes à la circulation publique existantes, à modifier ou à créer, les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à :
  - 100 m par rapport à l'axe de l'autoroute A8 ;
  - 75 m par rapport à l'axe de la RD7n et de la RD6 ;
  - 10 m par rapport à l'alignement des autres voies départementales ;
  - 5 m par rapport à l'alignement de toute autre voie ouverte à la circulation.

Des implantations différentes peuvent cependant être admises, notamment dans le cas des exceptions visées à l'article L.111-1-4 CU (bâtiments d'exploitation agricole)

- Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives
  - La distance comptée horizontalement de tout point d'une façade au point le plus proche d'une limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment avec un minimum de 5 m. Si la limite séparative est constituée par un cours d'eau, toute nouvelle construction doit s'implanter à une distance de 10 m par rapport à l'axe d'écoulements des ravins, ruisseaux, talwegs et vallats.
- Implantation des constructions les unes par rapport aux autres
  - Les constructions doivent s'implanter à proximité immédiate du siège d'exploitation, en continuité ou en contiguïté du bâti existant, de manière à former un ensemble cohérent avec les autres bâtiments de l'exploitation.
  - En cas de contraintes particulières la distance entre deux bâtiments pourra être augmentée sur justifications, sans toutefois excéder 50 mètres (sauf servitudes imposées par la réglementation en vigueur). Par contraintes particulières, on entend soit des contraintes liées à la topographie du terrain, soit des contraintes liées à la nature de l'exploitation.
- Hauteur maximale des constructions
  - La hauteur des constructions est limitée à 9 mètres pour les constructions destinées à une exploitation agricole sauf dérogation pour des éléments bâtis agricoles dont les caractéristiques techniques l'exigent (silo à grains, cuves, etc.) ;
- Aspect extérieur
  - Les bâtiments nécessaires à l'exploitation agricole peuvent déroger aux règles du présent article en cas de nécessité technique ou fonctionnelle justifiée par la spécificité de l'activité agricole.
- Aires de stationnement
- Obligations imposées aux constructions
  - Les aires de stationnement doivent être plantées d'arbres tige à moins qu'elles ne soient incluses dans un environnement déjà végétalisé.
  - Hormis dans le cas de défrichements nécessaires à l'exploitation agricole, les plantations existantes doivent être maintenues. A défaut, les arbres abattus doivent être remplacés par des plantations équivalentes. Dans la mesure du possible, la conservation de haies est toujours souhaitable.
  - La plantation d'arbres de haute tige et/ou d'écrans de verdure pourra être demandée afin d'assurer une meilleure insertion des bâtiments dans le paysage. L'implantation d'un bâtiment pourra s'accompagner par la plantation de bosquets, d'un arbre signal à proximité du bâti, d'un sujet isolé marquant le chemin d'accès, de plantations d'alignement en bordure des allées d'accès.
  - Dans tous les cas, les essences seront de préférence choisies en accord avec le sol et le climat (essences locales). Les essences exogènes, de type thuyas, cyprès bleus, pyracanthas, etc. sont à éviter.
  - La cicatrisation et la tenue des remblais sans soutènements seront assurées par des plantations.



Aucune prescription graphique spécifique n'est identifiée au droit du site en dehors de la bande des 100 m de recul par rapport à l'autoroute.

Il est par ailleurs noté que le site est bordé en frange Sud par :

- La zone Nr, regroupe les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels. Le secteur Nr correspond à une zone le long des principaux cours d'eau / corridors écologiques sur la commune.
- Un espace contribuant aux continuités écologiques et à la trame verte et bleue

#### 1.2.2.2. **Projet de PLUi du Pays d'Aix**

Le projet se situe en zone A du PLUi arrêté en octobre 2023, le règlement stipule que sont autorisées :

- « 1. Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole à condition qu'elles soient implantées sous forme de regroupement des constructions, sauf impossibilité technique en raison du morcellement des sites de l'exploitation agricole, sauf contraintes sanitaires liées à la réglementation. [...]
- 2. Les constructions et installations de la sous-destination « locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées », dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ; »

À noter que l'enquête publique relative au PLUi s'est tenue du 20 février 2024 jusqu'au 4 avril 2024. L'approbation finale du PLUi est prévue fin 2024.



Figure 6 : extrait du plan de zonage du PLUi du Pays d'Aix

Le règlement de la zone A précise que sont autorisés :

- 1) Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole à condition qu'elles soient implantées sous forme de regroupement des constructions, sauf impossibilité technique en raison du morcellement des sites de l'exploitation agricole, sauf contraintes sanitaires liées à la réglementation.
- 7) Les constructions et installations de la sous-destination « locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées », dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;

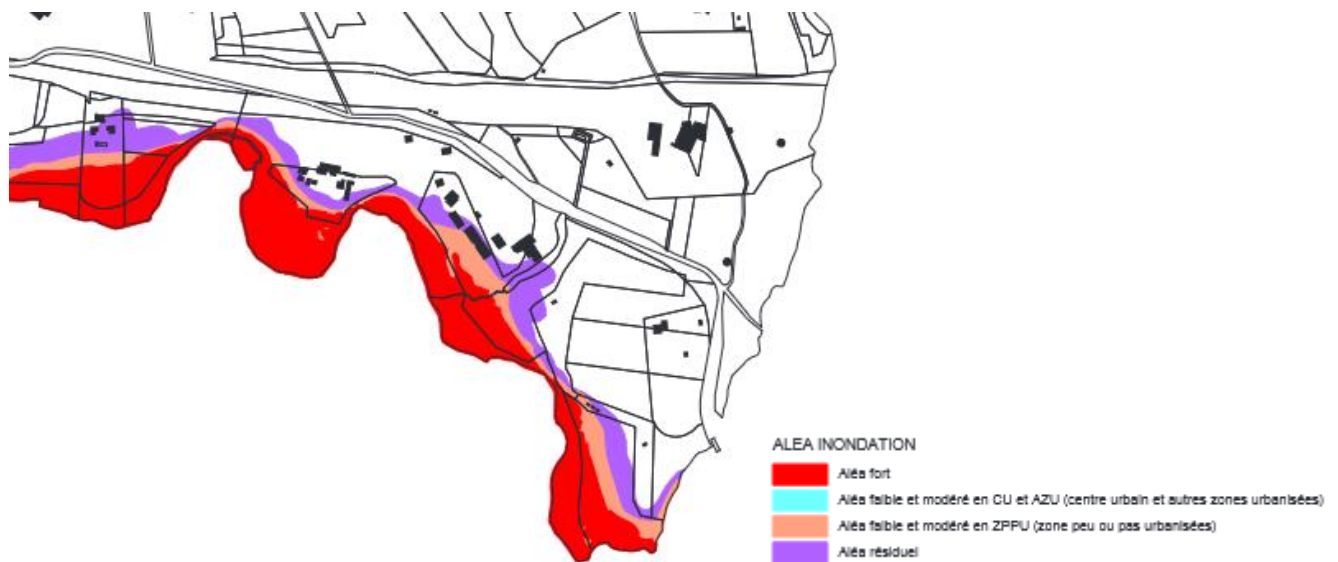
Par ailleurs, il est précisé que :

- 2) Sont admises les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement à condition qu'elles soient nécessaires à l'activité des constructions des sous-destinations « Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés » et « Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés ».
- 3) Sont admis les affouillements\* et exhaussements\* des sols à condition qu'ils soient nécessaires à l'adaptation des constructions et de leurs dispositifs techniques, au terrain naturel\* dans les conditions définies à l'article 5 du titre V.a (dispositions communes aux zones A et N)

Par ailleurs, le règlement précise que lorsque les dispositions du règlement du plan local d'urbanisme les autorisent, compte tenu de leurs spécificités techniques, ou lorsque la topographie du terrain ou son environnement urbain ne permettent pas de respecter les dispositions applicables aux zones, les constructions\* des sous-destinations « locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées » peuvent s'implanter selon les règles alternatives, sous réserve de ne pas porter atteinte au site dans lequel elles s'insèrent au regard de l'implantation et des caractéristiques des constructions\* environnantes.

#### 1.2.2.3. Risque inondation

Depuis avril 2014, des études ont été menées sur l'Arc par l'Etat dans le cadre de la Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation. Elles ont abouti sur le porter à connaissance sur l'aléa inondation par débordement de l'Arc du 25 août 2016 et intégrer dans le PLU de la commune dans sa modification n°2 de d'octobre 2019.



#### 1.2.2.4. Risque feu de forêt

Toute la parcelle est en zone rouge. Il est nécessaire de bien intégrer les dispositions générales du PLUi (Prescriptions de la défendabilité, d'accès pour les services de secours,...) pour l'implantation du projet.

### 1.2.3. CONTEXTE URBAIN

Il n'y a pas d'habitat à proximité immédiate du site. Les habitations les plus proches se situent à environ 200 m à l'ouest du site.

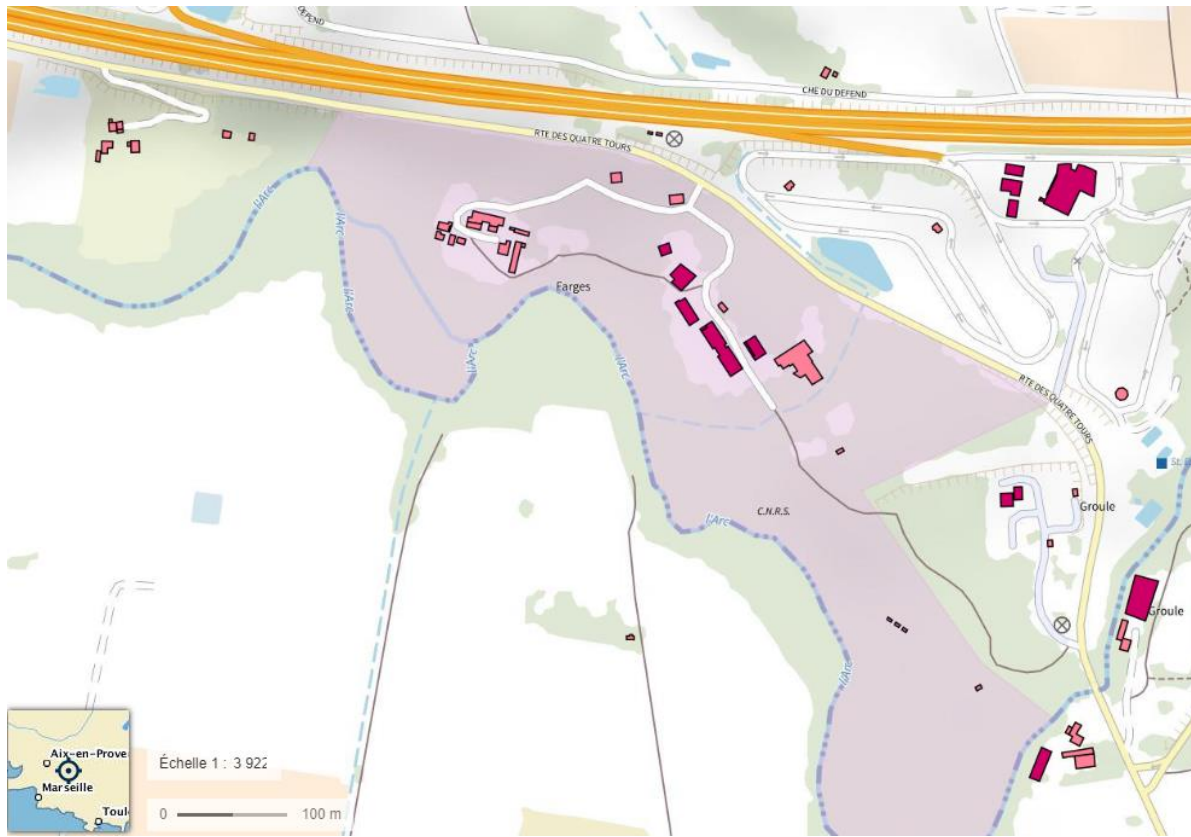


Figure 8 : Extrait Géoportail - Localisation des bâti à proximité du site

#### 1.2.4. CONTEXTE MILIEU NATUREL

Le site Natura 2000 le plus proche est situé à 5 km au nord. Il s'agit de la ZSC et ZPS Montagne Sainte Victoire. Les inventaires écologiques en cours viendront préciser les enjeux relatifs au milieu naturel.

#### 1.2.5. PATRIMOINE

Aucune protection relative au patrimoine archéologique, culturel et architectural n'est spécifiquement identifié dans le périmètre du projet.

## 2 ANALYSE DES PROCEDURES

---

## 2.1. OBJET DE L'ANALYSE

Le présent document a pour but d'identifier les procédures administratives environnementales applicables à l'opération de création du Centre National de Primatologie sur le site de Rousset.

Les procédures identifiées sont celles relatives aux codes de l'environnement, de l'expropriation, de l'urbanisme, forestier et du patrimoine, sur la base de références réglementaires en vigueur au mois de mai 2024. Le présent diagnostic n'est applicable qu'au moment de son édition. Ce diagnostic devra être mis à jour au fur et à mesure de l'avancement du projet.

Le document n'identifie pas les procédures liées à la sécurité ou encore à l'incendie.

Cette analyse des procédures intègre les conclusions sur les échanges d'ores et déjà engagés avec les différents services de l'État.

## 2.2. TABLEAU DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES

Procédures	Champ d’application de la procédure	Justification de la nécessité d’engager la procédure	Etat de la procédure	Détails pratiques
2.2.1. CONCERTATION AMONT				
Débat public	<p>La Commission nationale du débat public (CNDP) est saisie de tous les projets d’aménagement ou d’équipement qui, par leur nature, leurs caractéristiques techniques ou leur coût prévisionnel, tel qu’il peut être évalué lors de la phase d’élaboration, répondent à des critères ou excèdent les seuils fixés à l’article R. 121-2 du code de l’environnement (articles L. 121-1 à L. 121-15 du code de l’environnement).</p> <p>Les projets d’équipements culturels, sportifs, scientifiques ou touristiques :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <u>à la saisine obligatoire de la CNDP</u> : lorsque le coût du projet (bâtiments, infrastructures, équipements) supérieur à 460 M € HT ;</li><li>- <u>à la saisine facultative de la CNDP</u> : lorsque le coût du projet (bâtiments, infrastructures, équipements) supérieur à 230 M € HT</li></ul>	<p><b>Le projet n’entre pas dans le champ d’application de la procédure de débat public.</b></p> <p>En effet, le projet présente un coût total estimé à environ 47 M €. Le montant est ainsi inférieur à 230 M €, seuil de la saisine facultative.</p>	Non requise	/
Concertation préalable code de l’urbanisme	<p>Sont concernés par une concertation obligatoire au titre du code de l’urbanisme les procédures, projets et opérations d’aménagement entrants dans le champ d’application de l’article L. 103-2 du Code de l’urbanisme.</p> <p>Sont notamment concernés par une concertation obligatoire au titre du code de l’urbanisme <u>les projets</u> listés à l’article R. 103-1 du code de l’urbanisme comme :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 1° L’opération ayant pour objet, dans une commune non dotée d’un plan local d’urbanisme ou d’un document d’urbanisme en tenant lieu, ayant fait l’objet d’une enquête publique, la création de plus de 5 000 mètres carrés de surface de plancher ou la restauration, dans les conditions définies à l’article L. 313-4-1, d’un ensemble de bâtiments ayant au moins cette surface ;</li><li>- 2° La réalisation d’un investissement routier dans une partie urbanisée d’une commune d’un montant supérieur à 1 900 000 euros, et conduisant à la création de nouveaux ouvrages ou à la modification d’assiette d’ouvrages existants ;</li></ul> <p>Sont également concernés par une concertation obligatoire code de l’urbanisme, <u>certaines procédures</u> comme :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la mise en compatibilité d’un Plan Local d’Urbanisme (PLU) soumise à évaluation environnementale</li></ul> <p>Peuvent également faire l’objet d’une concertation au titre du code de l’urbanisme organisée de manière volontaire tous projets soumis à permis de construire ou permis d’aménager (art L. 300-2 c. Urb).</p>	<p>En l’espèce, le projet n’entre pas dans le champ d’application de la concertation code de l’urbanisme prévue pour les projets, puisque ce dernier :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- ne va pas créer une surface de plancher sur une commune non dotée d’un plan local d’urbanisme ;</li><li>- ne conduit pas à la réalisation d’un investissement routier d’un montant supérieur à 1 900 000 euros</li></ul> <p><b>A ce stade, il n’est pas relevé d’incompatibilité avec les documents d’urbanisme (en vigueur et en projet). Il conviendra toutefois de s’assurer de la compatibilité du projet avec les documents d’urbanisme sur la base des éléments de conception plus précis.</b></p> <p><b>Une concertation au titre du code de l’urbanisme pourrait être requise au titre de la procédure de mise en compatibilité si une évaluation environnementale de cette dernière est nécessaire (<i>hypothèse non retenue à ce stade</i>).</b></p>	Non requise	<p><u>Délai global de la procédure : 4 à 8 mois</u> (incluant la délibération fixant les modalités, la phase active de 15 jours minimum de concertation et le bilan de la concertation)</p> <p><u>Point de vigilance :</u> L’organisation de cette concertation est souple et dépend des modalités choisies par le maître d’ouvrage. Ce qui importe est que le public ait effectivement pu participer et émettre un avis sur le projet.</p> <p>Le bilan de la concertation est joint au dossier d’enquête publique.</p> <p>Recommandation : Même si aucune procédure de concertation n’est retenue pour le projet nous conseillons vivement le CNRS de réaliser cette concertation afin de présenter au public le projet et de recueillir ses avis assurant une meilleure adoption du projet tant par les habitants que lors de l’instruction du dossier par les services de l’Etat.</p>
Déclaration d’intention – concertation code de l’environnement	La concertation préalable au titre du code de l’environnement peut être requise pour les projets notamment dans les cas suivants (arts. L. 121-17 à L. 121-21 et R. 121-25 à R. 121-27 c.env) :	<b>Le projet entrerait dans le champ d’application du débat public si l’examen au cas par cas soumet le projet à évaluation environnementale alors la décision vaudra déclaration d’intention.</b>	A confirmer	Si le cas par cas ne déclenche pas d’évaluation environnementale, il n’y aura pas de nécessité de concertation préalable. Mais, il peut être envisagé par le CNRS de le faire de manière



Procédures	Champ d'application de la procédure	Justification de la nécessité d'engager la procédure	Etat de la procédure	Détails pratiques
	<div><ul style="list-style-type: none"><li>- Lorsque la CNDP dans le cadre de sa saisine demande qu'une concertation soit réalisée au titre du code de l'environnement en lieu et place du débat public ;</li><li>- Lorsque le <b>MOA décide de se soumettre volontairement à concertation au titre du code de l'environnement</b> (sous réserve que le projet ne fasse pas déjà l'objet d'une concertation obligatoire comme un débat public ou une concertation code de l'urbanisme) ;</li><li>- Lorsque le préfet décide d'organiser une <b>concertation au titre de code de l'environnement suite à l'exercice du droit d'initiative ouvert au public</b></li></ul></div> <p>Ce droit d'initiative est notamment ouvert <b>à tous les projets soumis à évaluation environnementale, réalisés sous maîtrise d'ouvrage publique et dont le montant des dépenses prévisionnelles est supérieur à 5 M€ HT et les projets privés bénéficiant de subventions publiques dépassant 5 M €</b> (Art L. 121-17-1 c.env).</p> <p>Pour ces projets, le maître d'ouvrage publie sur son site internet (et sur celui de l'Etat dans le département concerné), une déclaration d'intention selon les formes fixées à l'article L.121-18 du code de l'environnement. (art L. 121-15-1 et suivants du c. Env.) permettant au public d'utiliser son droit d'initiative.</p> <p>Le droit d'initiative permet au public de solliciter le préfet pour qu'il demande au MOA d'organiser une concertation préalable au titre du Code de l'environnement.</p> <p>Dans le cas où un droit d'initiative était exercé, le préfet pourra choisir ou non de donner suite au droit d'initiative exprimé et de demander une concertation.</p> <p><b>A noter:</b> Un <u>droit d'option</u> en faveur de la concertation du code de l'environnement a été introduit par la loi ASAP de décembre 2020. L'objectif est pour un maître d'ouvrage dont le projet entre à la fois en partie dans le champ de la concertation du code de l'environnement et en partie dans celui de la concertation obligatoire du code de l'urbanisme, de faire le choix de soumettre l'ensemble du projet à une concertation régie par le code de l'environnement (attention cette possibilité n'est applicable que pour les projets et non pas pour les procédures soumises à concertation code de l'urbanisme comme l'évaluation environnementale de la MECDU du PLU).</p>			volontaire. Le CNRS organisera une réunion publique invitant les associations, les riverains etc.
2.2.2. EVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES				
Examen au cas par cas du projet	Les projets qui, par leur nature, leur dimension ou leur localisation, sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine font l'objet d'une évaluation environnementale (comprenant notamment une étude d'impact) en fonction de critères et de seuils définis par voie réglementaire et, pour certains d'entre eux, après un examen au cas par cas (art. L. 122-1 du code de l'environnement).	<p><b>Le projet nécessite la réalisation d'un examen au cas par cas.</b></p> <p><b>Les sous rubriques de la rubrique 1 ne s'appliqueront pas au projet :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Rubrique 1 a) : Autres ICPE soumises à autorisation → examen au cas par cas</li></ul>	Requise	<u>Délai de production du dossier d'Examen au cas par cas</u> : cela dépendant des données techniques et des conditions de réalisation des travaux entre 2 à 4 mois



Procédures	Champ d'application de la procédure	Justification de la nécessité d'engager la procédure	Etat de la procédure	Détails pratiques
	<p>L'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement fixe les projets qui sont soumis à étude d'impact de façon systématique et les projets qui y sont potentiellement soumis après un examen au cas par cas par l'Autorité environnementale.</p> <p>Le projet pourrait selon les travaux réalisés être concerné par les rubriques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <u>Rubrique 1</u> : Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)</li><li>- <u>Rubrique 6</u> : Infrastructures routières (les ponts, tunnels et tranchées couvertes supportant des infrastructures routières doivent être étudiés au titre de cette rubrique)</li><li>- <u>Rubrique 10</u> : Canalisation et régularisation des cours d'eau</li><li>- <u>Rubrique 17</u> : Dispositifs de captage et de recharge artificielle des eaux souterraines</li><li>- <u>Rubrique 22</u> : Installation d'aqueducs sur de longues distances</li><li>- <u>Rubrique 24</u> : Système de collecte et traitement des eaux résiduaires</li><li>- <u>Rubrique 26</u> : Stockage et épandage de boues d'effluents</li><li>- <u>Rubrique 27</u> : Forages en profondeur, notamment les forages géothermiques, forages pour l'approvisionnement en eau, à l'exception des forages pour étudier la stabilité des sols</li><li>- <u>Rubrique 30</u> : Ouvrage de production d'électricité à partir d'énergie solaire</li><li>- <u>Rubrique 35</u> : Canalisations de transport d'eau chaude de température inférieure à 120 °C ou d'eau de refroidissement</li><li>- <u>Rubrique 37</u> : Canalisations de transport de gaz inflammables, nocifs ou toxique, et de dioxyde de carbone en vue de son stockage géologique</li><li>- <u>Rubrique 39</u> : Travaux, constructions et opérations d'aménagement</li><li>- <u>Rubrique 41</u> : Aires de stationnement ouvertes au public</li><li>- <u>Rubrique 47</u> : Premiers boisements et déboisements en vue de la reconversion de sols</li></ul> <p><u>Disposition de la clause filet</u></p> <p>Un dispositif de « clause-filet » a été introduit à l'article R. 122-2-1 du code de l'environnement. Cette clause permet à l'autorité compétente pour délivrer une première autorisation au projet, de demander au maître d'ouvrage la réalisation d'un examen au cas par cas si elle estime que le projet bien que situé en deçà des seuils fixés à l'annexe de l'article R. 122-2 (y compris de modification ou d'extension), lui apparaît susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine au regard des critères énumérés à l'annexe de l'article R. 122-2-1.</p> <p><u>A noter :</u></p> <p>L'examen au cas par cas lorsqu'il est requis peut tenir lieu d'évaluation des incidences Natura 2000 dès lors qu'elle conclue en l'absence d'incidence (art. R .122-5 V c. Env).</p>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Rubrique 1b) : Autres ICPE soumises à enregistrement → examen au cas par cas</li></ul> <p><b>La sous-rubrique 6b) de la rubrique 6 ne s'appliquera pas au projet :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Rubrique 6 b) : Constructions d'autres voies non mentionnées au a) mobilisant des techniques de stabilisation des sols et d'une longueur supérieure à 3 km → examen au cas par cas</b></li></ul> <p>La longueur de la voirie à créer est estimée à 600 m. Ainsi le projet prévoit la création d'une voirie inférieure à 3 km et <b><u>ne rentre ainsi pas dans le champ du cas par cas pour cette rubrique.</u></b></p> <p><b>La rubrique 10 ne s'appliquera pas au projet pour la protection ponctuelle des berges au niveau des points de rejet des eaux résiduaires traités.</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Consolidation ou protection des berges, par des techniques autres que végétales vivantes sur une longueur supérieure ou égale à 200 mètres → examen au cas par cas;</b></li><li>- <b>Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet pour la destruction de plus de 200 m² de frayères → examen au cas par cas ;</b></li></ul> <p>Si celles-ci étaient envisagées, les protections de berges seront réalisées sur une longueur inférieure à 200 m et <b><u>ne rentre ainsi pas dans le champ du cas par cas pour cette rubrique.</u></b></p> <p><b>Selon les premières éléments du BE géothermie la rubrique 17 n'est pas concernée mais cela reste à confirmer dans le cadre de l'opération de géothermie de moindre importance (en cas de boucle ouverte).</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>b) Dispositifs de captage des eaux souterraines, lorsque le volume annuel prélevé est inférieur à 10 millions de mètres cubes et supérieur ou égal à 200 000 mètres cubes, excepté en zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées ont prévu l'abaissement des seuils → soumis à examen au cas par cas</b></li></ul> <p>Le maximum prélevable en boucle ouverte est de 80 m³/h (source : Note relative à la géothermie de minime importance) soit un maximum de 700 000 m³/an. Ainsi une opération de géothermie de minime importance pourrait relever d'un examen au cas par cas.</p> <p><b>La rubrique 22 n'est pas concernée dans le cadre de la mise en place du système de distribution en eau potable et en eau brute du site :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Canalisation d'eau dont le produit du diamètre extérieur avant revêtement par la longueur est supérieur ou égal à 2 000 m² → cas par cas</b></li></ul>		<p><u>Délai d'instruction de l'Examen au cas par cas : 50 jours</u> comprenant les délais détaillés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- L'Ae dispose d'un délai de 15 jours pour se positionner sur la complétude du dossier à compter de la réception ;</li><li>- Durée minimale de 35 jours à compter de la complétude du dossier déposé</li></ul> <p><u>Données nécessaires :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Plan du projet ;</li><li>- Modalités de réalisations des travaux ;</li><li>- Diagnostic environnemental</li><li>- Evaluation des incidences N2000 si nécessaire</li><li>- Etudes en cours: en l'espèces pour le projet étude faune flore, étude d'assainissement ...</li></ul>

Procédures	Champ d'application de la procédure	Justification de la nécessité d'engager la procédure	Etat de la procédure	Détails pratiques
		<p>Toutefois le produit du diamètre extérieur avant revêtement par la longueur de ces installations est estimé à 960 m². Ainsi le projet est inférieur au seuil de 2000 m² et <b><u>ne rentre ainsi pas dans le champ du cas par cas pour cette rubrique.</u></b></p> <p><b>La rubrique 24 n'est pas concernée dans le cadre de la mise en œuvre d'un système de collecte et de traitement des eaux résiduaires non-collectif (réexploitation de la station existante ou construction d'une nouvelle station</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>a) Système d'assainissement dont la station de traitement des eaux usées est d'une capacité inférieure à 150 000 équivalents-habitants et supérieure ou égale à 10 000 équivalents-habitants → examen au cas par cas</b></li></ul> <p>En extrapolant à partir des données mesurées actuellement, les flux à traiter seraient d'environ 8,5 kg de DBO5 soit 160 EH et et <b><u>ne rentre ainsi pas dans le champ du cas par cas pour cette rubrique.</u></b></p> <p><b>La rubrique 26 n'est pas concernée notamment par le traitement des effluents par un système non-collectif engendrant la production de boues.</b> Toutefois le projet ne prévoit pas d'épandage (stockage en vue d'un ramassage et <b><u>ne rentre ainsi pas dans le champ du cas par cas pour cette rubrique.</u></b></p> <p><b>La rubrique 27 n'est pas concernée notamment au regard des forages nécessaires pour l'opération de géothermie.</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>d) Forages pour l'exploration ou l'exploitation de gîtes géothermiques, à l'exception des gîtes géothermiques de minime importance ;</b></li></ul> <p>Le projet prévoyant un forage géothermique GMI, <b><u>il ne rentre pas dans le champ du cas par cas pour cette rubrique.</u></b></p> <p><b>La rubrique 30 n'est pas concernée par le projet notamment au regard de l'installation photovoltaïque envisagée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Installations d'une puissance égale ou supérieure à 1 MWc, à l'exception des installations sur ombrières → EIE systématique</b></li><li>- <b>Installations d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc → examen au cas par cas</b></li></ul> <p>Au regard de la puissance envisagée (comprise entre 150 à 180 kWc) le projet <b><u>ne rentre pas dans le champ du cas par cas pour cette rubrique.</u></b></p> <p><b>La rubrique 35 n'est pas concernée par le projet au regard du système de distribution d'eau chaude pour le chauffage et le nettoyage des locaux.</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Canalisations dont le produit du diamètre extérieur avant revêtement par la longueur du réseau de transport aller et retour est supérieur ou égal à 10 000 m2.</b></li></ul>		

Procédures	Champ d'application de la procédure	Justification de la nécessité d'engager la procédure	Etat de la procédure	Détails pratiques
		<p>Le produit du diamètre extérieur avant revêtement par la longueur aller et retour de ces installations est estimé à 820 m<sup>2</sup> et <b><u>ne rentre ainsi pas dans le champ du cas par cas pour cette rubrique.</u></b></p> <p><b>La rubrique 37 n'est pas concernée par le projet au regard du système de distribution ponctuel de CO2 et d'O2 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Canalisations dont le produit du diamètre extérieur avant revêtement par la longueur est supérieur ou égal à 500 m<sup>2</sup>, ou dont la longueur est égale ou supérieure à 2 kilomètres.</b></li></ul> <p>La longueur des réseaux est estimée à moins de 0,1 km et son produit du diamètre extérieur avant revêtement par la longueur est estimé à environ 1 m<sup>2</sup> et <b><u>ne rentre ainsi pas dans le champ du cas par cas pour cette rubrique.</u></b></p> <p><b>La rubrique 39 est concernée par le projet au regard des aménagements envisagés :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du même code supérieure ou égale à 10 000 m<sup>2</sup> → examen au cas par cas</b></li><li>- <b>b) Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est compris entre 5 et 10 ha, ou dont la surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou l'emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du même code est supérieure ou égale à 10 000 m<sup>2</sup> → examen au cas par cas</b></li></ul> <p>Le projet n'étant pas considéré comme une opération d'aménagement, il relève de la rubrique 39 a). En considérant l'ensemble des aménagements (tranche ferme + tranche optionnelle) <b>et que les volières créées de la surface de plancher</b>, les surfaces à considérer de SDP sont ainsi de 12 165 m<sup>2</sup>. <b><u>A ce titre, les aménagements entrent dans le champ de l'examen au cas par cas.</u></b></p> <p><b>La rubrique 41 n'est pas concernée par le projet au regard des stationnements prévus sur le site :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>a) Aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus.</b></li></ul> <p>Les stationnements seront réalisés à l'intérieur du site et ne seront pas ouvert au public. A ce titre, le projet <b><u>ne rentre pas dans le champ du cas par cas pour cette rubrique.</u></b></p> <p><b>La rubrique 47 n'est pas concernée par le projet au regard des défrichements envisagés dans le cadre du projet :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>a) Défrichements soumis à autorisation au titre de l'article L. 341-3 du code forestier en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare.</b></li></ul> <p>Les défrichements nécessaires à la réalisation du projet porteraient sur environ 1 ha et sont susceptibles de rentrer dans le champ de l'examen au cas par cas. Toutefois, la DDTM indique que le terrain étant propriété de l'Etat, il n'est pas soumis à une autorisation pour le défrichement. <b><u>Le projet</u></b></p>		

Procédures	Champ d’application de la procédure	Justification de la nécessité d’engager la procédure	Etat de la procédure	Détails pratiques
		<b><u>n’est donc pas soumis à un examen au cas par cas au titre de cette rubrique.</u></b>		
Etude d’impact du projet	<p>L'évaluation environnementale est un processus constitué de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'élaboration, par le maître d'ouvrage, d'un rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement, dénommé ci-après " étude d'impact";</li><li>- de la réalisation des consultations ;</li><li>- ainsi que de l'examen, par l'autorité compétente pour autoriser le projet, de l'ensemble des informations présentées dans l'étude d'impact et reçues dans le cadre des consultations effectuées.</li></ul> <p>L'étude d'impact permet de décrire et d'apprécier de manière appropriée, en fonction de chaque cas particulier, les incidences notables directes et indirectes d'un projet sur les facteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la population et la santé humaine ;</li><li>- la biodiversité,</li><li>- les terres, le sol, l'eau, l'air et le climat ;</li><li>- les biens matériels, le patrimoine culturel et le paysage.</li></ul>	<p><b>L’obligation d’engager une étude d’impact au titre du projet est à confirmer suite au retour de la demande d’examen au cas par cas.</b></p> <p>Si l’Autorité environnementale décide, à l’issu de l’examen au cas par cas, que le projet doit être soumis à évaluation environnementale, il conviendra alors de réaliser une étude d’impact pour le projet.</p>	<p><b>A confirmer</b> Si EI requise suite examen au cas par cas</p>	<p><u>Délai de l’étude d’impact (études + dossier + instruction) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de 8 à 24 mois et + pour la réalisation des études support (délai à repréciser au vu des études déjà menées) ;</li><li>- de 2 à 6 mois pour la production du dossier d’étude d’impact (délai usuel) ;</li><li>- <b>3 mois pour avis de l’Autorité environnementale</b> sur l’EI (+ mémoire en réponse produit par CNRS : 1 mois pour la production) ;</li><li>- L’EI est ensuite soumise à enquête publique (cf. infra).</li></ul> <p><b>A noter :</b> L’étude d’impact sera intégrée à la procédure d’autorisation environnementale si cette autorisation est requise. Dans ce cas, les délais des deux procédures sont les mêmes. Si le projet ne relève pas de l’autorisation Loi sur l’Eau/ICPE, elle rentre dans le champ de l’article L.122-1-1</p> <p><u>Études spécifiques :</u> Investigations faune/flore, étude hydraulique et d’assainissement, étude architecturale et paysagère, études acoustiques, étude paysagère...</p>
Mise en compatibilité (MECDU) du PLU Ou Révision / modification du PLU	<p>Le projet doit être compatible avec les documents d’urbanisme en vigueur. A défaut, il est nécessaire de faire évoluer les documents d’urbanisme.</p> <p>Pour cela, le MOA détient plusieurs options :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <u>MECDU du PLU portée par DUP / DPRO du MOA :</u> Une procédure de mise en compatibilité peut permettre au MOA de rendre le projet compatible avec les documents d’urbanisme dès lors que l’opération fait l’objet d’une DUP ou d’une déclaration de projet (DPRO) (Arts L. 153-54 et R. 153-14 et suivants C.Urb)</li><li>- <u>MECDU du PLU portée par président de l’EPCI ou la commune :</u> Lorsque le projet n’est pas soumis à DUP ou à DPRO, alors la MECDU est possible d’être portée par la commune ou l’établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent en matière de PLU. Elle</li></ul>	<p><b>L’activité d’élevage de PNH peut être qualifiée d’activité agricole au sens de l’article L.311-1 du code rural et de la pêche maritime.</b></p> <p><b>En ce qui concerne la bande des 100 m le long de l’autoroute, la PREF13 indique qu’elle ne voyait pas de difficulté particulière à y autoriser des constructions à partir du moment où la problématique du bruit a bien été prise en compte. Cette réglementation visait à l’origine, avant tout, à protéger les entrées de ville. Cette difficulté est d’autant moindre que les bâtiments d’exploitation agricole ne sont pas concernés par cette interdiction.</b></p> <p><b>Concernant le risque incendie, le PLUi en cours d’approbation classe la quasi-totalité du site en zone Rouge qui interdit les constructions nouvelles. Il existe cependant des exceptions (sous conditions) notamment pour les activités agricoles.</b></p>	<p><b>Non requise</b></p>	<p><u>Si MECDU du PLU est nécessaire :</u> <b>environ 10 et 12 mois</b> Comprenant les délais détaillés suivants : à partir du dépôt du dossier comprenant une phase de 4 mois pour obtenir l’avis de l’Ae sur l’évaluation environnementale (3 mois), l’examen conjoints des personnes publiques associées 1 mois, l’enquête publique 3 mois et l’approbation de la commune de la MECDU par la commune 2 mois.</p>

Procédures	Champ d'application de la procédure	Justification de la nécessité d'engager la procédure	Etat de la procédure	Détails pratiques
	<p>organisera l'enquête publique et décidera de la mise en compatibilité à l'issue de l'enquête publique (Arts L.153-55 2° et L. 153-57 2° du C.Urb)</p> <p>- <u>Procédure de révision / modification du PLU portée par la commune ou l'EPCI compétent</u> :</p> <p>La commune ou l'EPCI compétent en matière d'urbanisme peut procéder à l'évolution de son document d'urbanisme en interne par une procédure de révision ou de modification. Le MOA sera alors dépendant de l'action de la commune (Arts L. 153-31 et suivants et R.153-11 et suivants et R.104-11 et R. 104-12 du C. Urb)</p>	<p><b>Ainsi, à ce stade, il n'est pas relevé d'incompatibilité du projet avec le document d'urbanisme en vigueur (PLU de Rousset) ou à venir (PLUi du Pays d'Aix).</b></p> <p><b>Il conviendra cependant de confirmer les analyses décrites précédemment.</b></p> <p><b>Aucune prescription graphique, susceptible d'être incompatible avec le projet, n'est identifiée au droit du site de Rousset.</b></p>		<p>La procédure devra comprendre avant l'enquête publique un examen conjoint avec les personnes publiques associées. A l'issue de l'enquête publique, la commune dispose de 2 mois pour approuver la MECDU (arts L. 153-57 2° et R. 153-16 du C. Urb).</p> <p><u>Si une révision / modification du PLU est nécessaire</u> :</p> <p>Elle est à la charge de la commune concernée qui devra entamer une procédure de révision de son PLU afin d'intégrer le projet (dans ce cas, le CNRS sera dépendant de l'action de la commune) :</p> <p><u>Pour la révision</u> : <b>environ 2 ans</b></p> <p><u>Pour la modification</u> : <b>10 à 12 mois</b> ou pour la modification simplifiée selon délais fixés avec la commune</p> <p><b>A noter</b> : la procédure de MECDU peut être soumise à évaluation environnementale soit de manière systématique soit après examen au cas par cas (R. 104-13 du C. Urb). Comme mentionné dans le paragraphe relatif à la concertation, si une évaluation environnementale de la MECDU est requise alors une concertation au titre du code de l'urbanisme sera nécessaire (<i>hypothèse non retenue pour le projet</i>).</p>
2.2.3. CONSULTATION DU PUBLIC				
<b>Concertation inter-service (CIS)</b>	<p>La CIS doit en principe être réalisée <b>lorsque le projet est soumis à enquête publique</b> en application de la Circulaire du 5 octobre 2004 relative à la concertation applicable aux projets de travaux, d'aménagements et d'ouvrages de l'Etat et des collectivités territoriales.</p> <p>La CIS est surtout utile pour connaître les avis des services de l'Etat sur le projet et notamment sur l'étude d'impact, sur les atteintes que le projet pourrait avoir, notamment sur les intérêts dont ils ont la charge et en amont des phases d'instruction. Elle vise également à s'assurer des délais d'instruction des différentes procédures, à s'assurer des délais d'obtention des différentes autorisations, à valider le planning des procédures.</p>	<p><b>Si une évaluation environnementale est réalisée, la concertation inter-service sera nécessaire. En effet, le projet sera ainsi soumis à la réalisation d'une enquête publique et in fine à l'organisation d'une CIS.</b></p> <p>Si le projet fait l'objet d'une évaluation environnementale à l'issue de l'examen au cas par cas, alors une enquête publique sera requise et pourra faire l'objet au préalable d'une concertation inter-service.</p>	<b>A confirmer</b>	<p><u>Délais</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Cette démarche n'est pas encadrée par des délais réglementaires.</li><li>- <b>3 mois en général</b> : 2 mois pour réceptionner les avis des services + 1 mois de complétude.</li><li>- Procédure à prévoir pendant la réalisation de l'étude d'impact et du dossier d'Enquête Publique.</li><li>- La CIA doit être réalisée avant l'envoi de l'étude d'impact à l'Autorité environnementale.</li></ul> <p><u>Données d'entrée nécessaires</u> :</p>

Procédures	Champ d'application de la procédure	Justification de la nécessité d'engager la procédure	Etat de la procédure	Détails pratiques
				<div>- Dossier à présenter variable en fonction des demandes des services de l'Etat et des enjeux du projet : (étude d'impact en version V0 uniquement ; dossier d'enquête en version V0 + éventuels diagnostics demandés par le service instructeurs : diagnostic loi sur l'eau ; diagnostic ICPE, ...)</div> <div>- A minima dossier d'El en version de travail, plans et cartes du projet</div>
Enquête publique / participation du public par voie électronique (PPVE)	<p>Dès lors qu'une étude d'impact est requise (et sauf exceptions), une enquête publique préalable à la déclaration de projet (DPRO) devra être organisée selon les dispositions du Code de l'Environnement (Articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à D.123-46-2).</p> <div><div>- <u>Font l'objet d'une enquête publique au titre du code de l'environnement</u> :</div><div>Les projets ou programmes soumis à évaluation environnementale et à enquête publique dans ce cas (ne faisant pas partie des exemptions des articles L.123-2 et R123-1 du code de l'environnement) - arts. L. 123-1 et s.et R. 123-1 et s. du C.Env</div></div> <div><div>- <u>Font l'objet d'une enquête publique au titre du code de l'environnement et sur certaines dispositions au titre du code de l'expropriation</u> :</div><div>Les projets soumis à évaluation environnementale et à enquête publique (ne faisant pas partie des exemptions de l'article R123-1 du code de l'environnement) et projet nécessitant une Déclaration d'Utilité Publique (DUP).</div></div> <div><div>- <u>Font l'objet d'une enquête publique au titre du code de expropriation</u> :</div><div>Les projets nécessitant des acquisitions foncières par voie d'expropriation (ou modification de servitude d'utilité publique) et projet non soumis à évaluation environnementale – art. L. 110-1 et s. du C. Expro</div></div> <div><div>- <u>Font l'objet d'une participation du public par voie électronique au titre du code de l'environnement</u> :</div><div>Les projets soumis à autorisation environnementale mais ne faisant pas l'objet d'une étude d'impact (sauf si le préfet en dispose autrement et demande l'engagement d'une enquête publique) - arts. L. 181-10 et L. 123-19 C.Env.</div></div> <p>Si plusieurs enquêtes publiques sont nécessaires pour le projet dont au moins une au titre du code de l'environnement alors une enquête publique unique (art L. 123-6 C.Env) pourra être réalisée. Elle aura alors plusieurs objets mais un seul et même dossier soumis à enquête.</p>	<p><b>L'enquête publique est une procédure à confirmer.</b></p> <p>Si suite à l'examen au cas par cas, une étude d'impact est requise alors une enquête publique sera nécessaire pour le projet.</p> <p>Si celle-ci est avérée, le projet rentre dans la procédure de PPVE dans le cadre de l'instruction du PC.</p> <p><i>Aucune expropriation par voie de DUP ne sera nécessaire pour le projet.</i></p>	<p><b>A confirmer</b></p>	<p><u>Délai de l'enquête publique</u> : <b>entre 3 et 6 mois maximum</b></p> <p>Elle comprend les délais détaillés suivants : la saisine du préfet au rapport du commissaire enquêteur : 15 jours pour saisine du TA par le préfet puis 15 jours pour la désignation du commissaire enquêteur, 30 jours d'enquête publique, le commissaire enquêteur remet ses conclusions et son rapport dans les 30 jours à compter de la fin de l'enquête</p> <p><u>Point de vigilance</u> : <b>La loi Industrie verte du 23 octobre 2023, vient modifier la procédure d'autorisation environnementale afin de diminuer les délais d'instruction. A ce titre elle prévoit la fusion entre la phase d'examen et de consultation du public pour un délai global d'instruction de 6 mois (cf. Autorisation environnementale). Aussi, elle prévoit une nouvelle forme de consultation du publique spécifique à l'autorisation environnementale au titre d'un nouvel article L. 181-10-1 du Code de l'environnement applicable pour les projets soumis à autorisation seul mais aussi soumis à étude d'impact et qui font l'objet d'une première instruction (elle remplacera la procédure d'enquête publique ou de PPVE à présent requise) L'entrée en vigueur de ces dispositions est prévue le 23 octobre 2024 au plus tard.</b></p>



Procédures	Champ d'application de la procédure	Justification de la nécessité d'engager la procédure	Etat de la procédure	Détails pratiques
Déclaration de projet (DPRO)	<p>Lorsqu'un projet public de travaux, d'aménagements ou d'ouvrages a fait l'objet d'une enquête publique en application du code de l'environnement, l'autorité de l'État ou l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou de l'établissement public responsable du projet se prononce, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée (Art. L.126-1 C.Env).</p> <p>Cet acte formel permet également au maitre d'ouvrage de tirer les enseignements de l'enquête publique.</p>	<p><b>Le CNRS étant un établissement public national, une déclaration de projet devra être prise à l'issue de l'enquête publique.</b></p>	<p><b>A confirmer</b></p>	<p>/</p>
Déclaration d'utilité publique	<p>Une DUP est indispensable (art L.1 c. expro) s'il est envisagé d'exproprier des terrains appartenant à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Des personnes privées,</li><li>- Des personnes morales de droit privé,</li><li>- Au domaine privé d'une personne publique.</li></ul> <p>L'expropriation ne peut en effet intervenir que si elle présente une utilité publique.</p> <p>Les juges considèrent que cette condition est remplie dès lors que les 3 conditions suivantes sont réunies :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Le projet est réellement justifié ;</li><li>- Le projet ne peut être évité (le recours à l'expropriation n'est en effet possible qu'à l'épuisement de toutes les autres solutions, comme l'acquisition amiable, le droit de préemption) ;</li><li>- L'atteinte à la propriété de la personne expropriée n'est pas disproportionnée par rapport à l'objectif poursuivi.</li></ul>	<p><b>L'ensemble des travaux seront réalisés sur des terrains appartenant à l'Etat mis à disposition du CNRS par convention.</b></p> <p><b>Le projet ne nécessite donc pas d'acquisition foncière spécifique et ne nécessite donc pas la réalisation d'une déclaration d'utilité publique.</b></p>	<p><b>Non requise</b></p>	

2.2.4. PROCEDURES REQUISES AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)	<p>Toutes activités pouvant avoir des impacts (pollution de l'eau, de l'air, des sols, ...) et présenter des dangers (incendie, explosion, ...) sur l'environnement sont soumises à la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) (Arts. L. 511-1 et s. du C.env).</p> <p>En fonction du danger, des nuisances et des impacts, une ICPE peut être soumise à trois régimes différents :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <u>Déclaration (D ou DC)</u> : pour les activités les moins polluantes et les moins dangereuses. Une simple déclaration en dématérialisée est nécessaire ;</li><li>- <u>Enregistrement (E)</u> : pour certaines activités identifiées dans la nomenclature ICPE pour lesquels les risques sont considérés comme connus et maîtrisables ;</li><li>- <u>Autorisation (A)</u> : pour les installations présentant les risques ou pollutions les plus importants. L'exploitant doit faire une demande d'autorisation avant toute mise en service, démontrant l'acceptabilité du risque. Le préfet peut autoriser ou refuser le fonctionnement.</li></ul> <p>Il existe par ailleurs, un régime d'autorisation temporaire pour les installations non pérennes (durée de fonctionnement inférieure à 1 an) :</p>	<p><b>En fonction notamment du type et des quantités de matériaux stockés sur les bases travaux, le projet pourrait être soumis à la nomenclature ICPE.</b></p> <p>Toutefois, il n'est pas possible de trancher sur le régime afférent (régime déclaratif, régime de l'enregistrement ou régime d'autorisation) à ce stade d'étude.</p> <p>Les installations actuelles du CNP ne sont pas classées ICPE. (avis DDPP du 15 avril 2019 sur la station de primatologie actuelle).</p> <p>A ce jour, l'activité d'élevage de PNH ne fait pas l'objet d'une rubrique ICPE.</p> <p>Concernant la rubrique ICPE « 27xx - Déchets » : Les déchets solides (litière notamment) générés par les activités du futur CNP seront traités par la filière des Déchets Industriels Banals (DIB) et les déchets liquides (eau usée) par des stations d'épuration.</p> <p>Il existe une rubrique pour les stations d'épuration collectives de déjections animales (2751). Toutefois, le site Rousset dispose de ses propres stations</p>	<p><b>A confirmer</b></p>	<p><u>Données d'entrée nécessaires</u> : Pour confirmer l'applicabilité de la procédure, doivent être déterminés : les substances qui seront présentes et les activités envisagées.</p> <p><u>Délais</u> : En fonction du régime, le dossier à constituer et le délai d'instruction sont variables.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <u>Déclaration</u> : récipissé <b>immédiat</b>. Cependant, il faut attendre 15 jours avant la mise en service et l'exploitation de l'ICPE (Art. R. 512-48 du C.Env).</li><li>- <u>Enregistrement</u> : <b>5 à 7 mois</b> avec une mise à disposition du public</li><li>- <u>Autorisation</u> : <b>10 à 14 mois</b>. A noter que le régime de l'autorisation nécessite une consultation du</li></ul>
---	---	--	---------------------------	---

Procédures	Champ d'application de la procédure	Justification de la nécessité d'engager la procédure	Etat de la procédure	Détails pratiques
	procédure prévue à l'article R. 512-37 du code de l'environnement (autorisation de six mois renouvelable une fois).	d'épurations des eaux usées (non-collectives). Les installations du futurs CNP ne rentreraient donc pas dans cette rubrique.		<p>public (enquête publique ou participation du public par voie électronique) au titre du code de l'environnement. Le régime de l'autorisation ICPE fait rentrer le projet dans le champ d'application de l'autorisation environnementale.</p> <p><u>A noter</u> : <b>La loi Industrie verte du 23 octobre 2023, vient modifier la procédure d'autorisation environnementale afin de diminuer les délais d'instruction. En effet, elle prévoit 6 mois d'instruction totale pour l'autorisation environnementale en fusionnant les phases d'examen et de consultation du public. L'entrée en vigueur de ces dispositions est prévue le 23 octobre 2024 au plus tard</b></p> <p><u>ICPE de chantier</u> :</p> <p>Si une installation soumise au régime de l'autorisation est appelée à fonctionner moins d'un an, le Préfet peut délivrer une autorisation temporaire, à la demande de l'exploitant.</p> <p>Le dossier de demande d'autorisation préalable est le même que celui exigé pour une autorisation définitive. Cependant, dans ce cas, il n'y a ni enquête publique, ni consultations préalables. Seuls sont nécessaires un rapport de l'inspection des installations classées et l'avis du CODERST.</p> <p>Cette autorisation est délivrée pour une durée de 6 mois renouvelable une fois. Elle ne peut pas être convertie en autorisation définitive.</p> <p><u>Points de vigilance</u> :</p> <p>Le projet pourrait être soumis à examen au cas par cas au titre de la rubrique 1 s'il est soumis au régime d'enregistrement ou d'autorisation ICPE.</p> <p>Afin de limiter les risques de soumission du projet à évaluation environnementale, il conviendrait de ne pas dépasser les seuils de stockage correspondants (et se limiter aux seuils</p>



Procédures	Champ d'application de la procédure	Justification de la nécessité d'engager la procédure	Etat de la procédure	Détails pratiques
				du régime déclaratif, beaucoup moins contraignant).
Dossier loi sur l'eau	<p>En fonction de l'impact du projet sur la ressource en eau et le milieu aquatique, une autorisation (impact fort) ou une déclaration (impact moins important) sera requise (Art R. 214-1 et s. C. env).</p> <p>La nécessité d'une autorisation ou d'une déclaration pour le projet doit être appréciée au regard de la nomenclature eau (Art R. 214-1 C. env).</p>	<p><b>En raison de la nature des travaux projetés mais également de l'environnement du projet il est très probable qu'une procédure loi sur l'eau soit requise. Un dossier de déclaration sera a minima requis pour le projet (<i>hypothèse retenue à ce stade</i>).</b></p> <p>Les principales rubriques de la nomenclature Loi sur l'eau susceptibles de s'appliquer au projet sont les suivantes : (D) : désigne un régime déclaratif (A) : désigne un régime d'autorisation</p> <p><b>1. 1. 1. 0. Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D).</b></p> <p>Cette rubrique pourrait être concernée si des sondages piézométriques ou encore si des sondages ou forages en vue de prélèvement d'eau souterraine sont envisagés dans le cadre des travaux notamment pour l'installation de géothermie. <u>Cette rubrique reste cependant à confirmer au regard de l'étude de faisabilité en cours.</u></p> <p><b>1.1.2.0. Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant :</b> - 1° Supérieur ou égal à 200 000 m3/ an (A) ; - 2° Supérieur à 10 000 m3/ an mais inférieur à 200 000 m3/ an (D).</p> <p>Cette rubrique pourrait être concernée notamment dans le cas de l'implantation d'une installation géothermique GMI. <u>Cette rubrique ainsi que le régime (déclaration/autorisation) reste à confirmer en fonction des résultats de l'étude de faisabilité en cours de réalisation.</u></p> <p><b>2.1.1.0. Systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales :</b> - 1° Supérieure à 600 kg de DBO5 (A) ; - 2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D).</p> <p>Les flux à traiter seraient d'environ 8,5 kg de DBO5 soit 160 EH. Ils sont ainsi inférieurs au seuil de déclaration. <u>Le projet n'est pas visé par cette rubrique.</u></p> <p><b>2.1.3.0. Epandage et stockage en vue d'épandage de boues produites dans un ou plusieurs systèmes d'assainissement collectif des eaux usées</b></p>	<p><b>Requis</b> A minima une déclaration loi sur l'eau est nécessaire</p>	<p><u>Délais :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <u>Déclaration : 2, 5 mois</u> avec 2 mois de non-opposition préfectorale (et 15 jours de vérification de la complétude) après dépôt du dossier.</li><li>- <u>Autorisation (nécessité d'une enquête publique ou d'une participation du public par voie électronique) : 10 mois</u> (dans la pratique le délai est compris entre 11 et <b>14 mois</b> et varie selon les DDTm/DREAL et la disponibilité des services instructeurs). Avec les détails du délai : 4 mois pour l'instruction du dossier (+1 mois si certaines autorités doivent rendre un avis) ; 3 mois pour la consultation du public (enquête publique si étude d'impact ou participation du public par voie électronique si pas d'étude d'impact) ; 2 mois pour l'obtention de l'arrêté d'autorisation (+ 1 mois si passage en CODREST ou CDNPS).</li></ul> <p><u>A noter :</u> La loi Industrie verte du 23 octobre 2023, vient modifier la procédure d'autorisation environnementale afin de diminuer les délais d'instruction. En effet, elle prévoit 6 mois d'instruction totale pour l'autorisation environnementale en fusionnant les phases d'examen et de consultation du public. L'entrée en vigueur de ces dispositions est prévue le 23 octobre 2024 au plus tard.</p> <p><u>Données d'entrée nécessaires :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Données projet : AVP voire PRO suivant l'impact sur la ressource en eau ;</li><li>- Etudes spécifiques concernant la ressource en eau ;</li><li>- Etude concernant l'impact sur le risque inondation, étude assainissement, données</li></ul>

Procédures	Champ d’application de la procédure	Justification de la nécessité d’engager la procédure	Etat de la procédure	Détails pratiques
		<p>et installations d'assainissement non collectif, la quantité de boues épandues dans l'année présentant les caractéristiques suivantes :</p> <p>- 1° Quantité épandue de matière sèche supérieure à 800 t/ an ou azote total supérieur à 40 t/ an (A) ;</p> <p>- 2° Quantité épandue de matière sèche comprise entre 3 et 800 t/ an ou azote total compris entre 0,15 t/ an et 40 t/ an (D).</p> <p>Les boues ne seront pas épandues. A ce titre, le projet ne rentre pas dans le <u>champ de cette rubrique</u>.</p> <p><b>2. 1. 5. 0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :</b></p> <p>- 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ;</p> <p>- 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).</p> <p>Dans le cadre du projet du CNP, la surface totale du projet est estimée à environ 9,5 ha (dont 2,2 ha de surface imperméabilisée). La surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet est estimée à 7 800 m². Ainsi la surface totale à considérer est de 10,3 ha</p> <p><b><u>L'opération vise ainsi la rubrique 2.1.5.0 dans un régime de déclaration.</u></b></p> <p><b>2.2.1.0. Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets mentionnés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages mentionnés à la rubrique 2.1.1.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant supérieure à 2 000 m3/ j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau (D).</b></p> <p>Cette rubrique pourrait être concernée notamment dans le cas de l'implantation d'une installation géothermique GMI. <u>Cette rubrique reste à confirmer en fonction des résultats de l'étude de faisabilité en cours de réalisation.</u></p> <p><b>2.3.2.0. Recharge artificielle des eaux souterraines (A).</b></p> <p>Cette rubrique pourrait être concernée notamment dans le cas de l'implantation d'une installation géothermique GMI. <u>Cette rubrique reste à confirmer en fonction des résultats de l'étude de faisabilité en cours de réalisation.</u></p> <p><b>3.1.1.0. Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant :</b></p> <p>- 1° Un obstacle à l'écoulement des crues (A) ;</p> <p>- 2° Un obstacle à la continuité écologique :</p> <p>- a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) ;</p> <p>- b) Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D).</p>		<p>piézométriques, investigations zones humides si besoin ;</p> <p>- Evaluation des incidences sur les sites Natura 2000.</p> <p><u>Points de vigilance :</u> Afin de limiter les risques de soumission du projet à autorisation environnementale (si le projet est soumis au régime d'autorisation Loi sur l'eau) et donc à consultation du public, il conviendrait de ne pas dépasser les seuils correspondants (et se limiter aux seuils du régime déclaratif, beaucoup moins contraignant).</p> <p><b>En tout état de cause, il est recommandé de faire réaliser un diagnostic Loi sur l'eau au démarrage de l'étape suivante pour confirmer les rubriques et leur régime.</b></p>

Procédures	Champ d'application de la procédure	Justification de la nécessité d'engager la procédure	Etat de la procédure	Détails pratiques
		<p>Le projet n'est pas susceptible d'entraîner des aménagements dans le lit mineur constituant un obstacle à l'écoulement des crues ou à la continuité écologique. <u>Le projet n'est donc pas visé par cette rubrique.</u></p> <p><b>3.1.4.0. Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes :</b> <b>1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A) ;</b> <b>2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D).</b></p> <p>Le projet est susceptible de nécessiter une reprise ponctuelle des berges au niveau des points de rejet des eaux résiduaires traitées. Toutefois les aménagements se dérouleront très ponctuellement. <u>Le projet n'est donc pas visé par le régime d'autorisation au titre de cette rubrique. Il peut cependant, en fonction des aménagements réalisés, viser cette rubrique au titre du régime de déclaration.</u></p> <p><b>3.1.5.0. Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet :</b> <b>- 1° Destruction de plus de 200 m² de frayères (A) ;</b> <b>- 2° Dans les autres cas (D).</b></p> <p>Le projet CNP prévoit potentiellement la réalisation de bâtiments ou des aménagements extérieurs dans la partie inondable « aléa faible à modéré » et « aléa résiduel » donc dans le lit majeur du cours d'eau.</p> <p>Suite à un contact avec la fédération de Pêche des Bouches du Rhône, le projet n'est pas susceptible d'impacter des frayères à brochet (régime d'autorisation). Par ailleurs, aucun travaux n'est envisagé en lit mineur de cours d'eau. <u>Le projet n'est donc pas susceptible de relever de cette rubrique.</u></p> <p><b>3.2.2.0. Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau :</b> <b>1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m² (A) ;</b> <b>2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m2 et inférieure à 10 000m² (D).</b></p> <p>Le projet CNP prévoit potentiellement la réalisation de bâtiments ou des aménagements extérieurs dans la partie inondable « aléa faible à modéré » et « aléa résiduel » donc dans le lit majeur du cours d'eau. Les surfaces en lit majeur serait supérieure à 400 m² mais inférieure à 10 000 m². <u>Le projet est donc susceptible d'être visé par cette rubrique au titre du régime de déclaration. Cela reste à confirmer au regard des aménagements retenus et de leur implantation.</u></p> <p><b>3.3.1.0. Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant :</b> <b>- 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) ;</b></p>		

Procédures	Champ d'application de la procédure	Justification de la nécessité d'engager la procédure	Etat de la procédure	Détails pratiques
		<p><b>- 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D).</b></p> <p>Le projet CNP prévoit potentiellement la réalisation de bâtiments ou des aménagements extérieurs dans la partie inondable « aléa faible à modéré » et « aléa résiduel » donc dans le lit majeur du cours d'eau. La DDTM indique que le site comprend une zone humide. Cette zone correspond à la zone inondable en aléa modéré (en orange) identifiée dans le PLU. La crue de référence est la crue exceptionnelle. Les surfaces en zone humide seraient inférieures à 1 ha. Il conviendra de vérifier, suite à l'implantation finale des bâtiments, si le projet impacte réellement des zones humides. <a href="#">Le projet est donc susceptible de viser la rubrique 3.3.1.0 (régime déclaration)</a></p> <p><u>Il est rappelé que même si la rubrique n'est pas concernée (inférieure à 0.1 ha), toute surface de ZH détruite devra être compensée.</u></p> <p><b>5.1.1.0. Réinjection dans une même nappe des eaux prélevées pour la géothermie, l'exhaure des mines et carrières ou lors des travaux de génie civil, la capacité totale de réinjection étant :</b> <b>1° Supérieure ou égale à 80 m3/ h (A) s'agissant des travaux de génie civil (A) ;</b> <b>2° Supérieure à 8 m3/ h, mais inférieure à 80 m3/ h (D).</b></p> <p>Cette rubrique pourrait être concernée notamment dans le cas de l'implantation d'une installation géothermique GMI. <a href="#">Cette rubrique reste à confirmer en fonction des résultats de l'étude de faisabilité en cours de réalisation.</a></p> <p><b>5.1.2.0. Travaux de recherche et d'exploitation de gîtes géothermiques de minime importance mentionnés à l'article L. 112-2 du code minier (A et D).</b></p> <p>Cette rubrique pourrait être concernée notamment dans le cas de l'implantation d'une installation géothermique GMI. <a href="#">Cette rubrique reste à confirmer en fonction des résultats de l'étude de faisabilité en cours de réalisation.</a></p>		
<b>Evaluation des incidences Natura 2000</b>	<p><b>Sont soumis à évaluation des incidences Natura 2000, tout projet</b> (Art. L.414-1 à L.414-7 et articles R.414-1 à R.414-29 du C.Env) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Soumis à certaines procédures administratives telles qu'une étude d'impact ou au titre de la loi sur l'eau (autorisation ou déclaration) ;</li><li>- Dont les emprises sont situées en tout ou partie à l'intérieur d'un site Natura 2000 (Autorisation spécifique Natura 2000) ;</li><li>- Susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000 sur décision motivée de l'autorité administrative.</li></ul> <p>Est considéré comme « susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000 » les travaux, aménagements, ouvrages et installations se situant à proximité d'un site Natura 2000 et risquant d'avoir un impact sur les objectifs de conservation du site Natura 2000.</p>	<p><b>Le projet relevant de la réglementation Loi sur l'Eau, le projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 (a minima évaluation des incidences simplifiée nécessaire afin de présenter l'absence d'impact sur les sites).</b></p> <p>Le site Natura 2000 le plus proche est situé à 5 km au nord. Il s'agit de la ZSC et ZPS Montagne Sainte Victoire.</p> <p>Si l'évaluation des incidences conclut à de potentiels impacts du projet sur le site alors une évaluation complète des incidences devra être réalisée.</p>	<p><b>Requise</b> Evaluation simplifiée des incidences a minima</p>	<p><u>Délais :</u> <b>La production de l'évaluation des incidences Natura 2000 se fera en parallèle de la rédaction du dossier loi sur l'eau ou de l'étude d'impact.</b></p> <p><u>Point de vigilance :</u> Par ailleurs, l'examen au cas par cas peut tenir lieu d'évaluation des incidences Natura 2000 dès lors qu'elle conclue en l'absence d'incidence (art. R.122-5 V C. Env).</p>

Procédures	Champ d’application de la procédure	Justification de la nécessité d’engager la procédure	Etat de la procédure	Détails pratiques
Dérogation à l’interdiction de porter atteinte aux espèces et habitats protégés	<p>Le principe est celui d’une interdiction légale de porter atteinte à des espèces protégées et/ou à leurs habitats (y compris perturbation, dégradation, capture/ prélèvement, etc.), en application de l’article L. 411-1 du Code de l’environnement.</p> <p>Sont notamment concernés les travaux qui impliquent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- La destruction de spécimens relevant d’une espèce protégée,</li><li>- la destruction des milieux nécessaires à leur survie (aire d'habitat, de repos, de reproduction, d'alimentation...).</li></ul> <p>En cas d’impact avéré, une dérogation à ce titre est nécessaire.</p>	<p>Un diagnostic faune / flore sur un cycle biologique complet est en cours de réalisation sur l’aire d’étude du projet.</p> <p><b>Suite à ce diagnostic, il pourra être pertinent de statuer sur la soumission ou non du projet à cette procédure.</b></p> <p><b>Il est à noter que deux espèces protégées sont connues sur le secteur : Aigle de Bonelli et Lézard ocellé.</b></p> <p><b>En tout état de cause, s’il s’avère que certaines espèces protégées (ou leurs habitats) sont identifiées sur l’aire d’étude du projet et qu’elles peuvent être impactées par le projet, il sera très probablement nécessaire d’obtenir une dérogation « espèces protégées » préalablement à tous travaux (y compris travaux préparatoires s’ils concernent les mêmes parcelles) (Art L. 411-2 C. env).</b></p>	<p><b>A confirmer</b> En fonction des résultats du diagnostic faune flore</p>	<p><u>S’il n’y a pas d’autorisation environnementale (cas d’une déclaration loi sur l’eau) : 4 mois</u> d’instruction entre le dépôt du dossier et l’arrêté de dérogation. <i>(Ce délai comprend une consultation du public de 15 jours et un délai de 2 mois imparti au CNPN ou CSRPN pour remettre son avis)</i></p> <p><b>A noter : dans la pratique, il faut compter environ 8 mois</b> à compter du dépôt d’un dossier de demande en version intermédiaire. A ces délais, doivent s’ajouter les délais liés à la réalisation de l’inventaire et ceux liés à la réalisation du dossier de demande de dérogation.</p> <p>Le silence gardé pendant plus de 4 mois par l'autorité administrative sur une dérogation vaut décision de rejet (à nuancer avec la pratique cf. ci-dessous).</p> <p><u>Si une autorisation environnementale est requise : la dérogation espèces et habitats protégés est délivrée dans le cadre de la procédure d’autorisation unique.</u></p>
Autorisation spéciale en sites inscrits / classés	<p>La législation sur la protection au titre des sites a pour but d’assurer la préservation des monuments naturels et des sites dont le caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque relève de l’intérêt général (Art. L. 341-1 C.Env).</p> <p>Tous travaux réalisés en site inscrit ou classé <b>nécessitent une déclaration préalable au titre du code de l’environnement.</b></p> <p><b>Pour les sites inscrits :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <u>Pour les travaux dispensés d’autorisation d’urbanisme</u></li></ul> <p>Selon l’art. L. 341-1 du code de l’environnement, l’administration doit être informée de tous les projets de travaux hormis ceux qui relèvent de l’exploitation courante.</p> <p>Le code de l’environnement ne liste pas de pièces à transmettre. Il est donc recommandé de consulter l’ABF sur la composition de ce dossier.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <u>Pour les travaux soumis à autorisation d’urbanisme</u></li></ul> <p>Les articles R.341-9 du code de l’environnement et R.425-30 du code de l’urbanisme précisent que la demande de permis ou le dépôt de la déclaration préalable tient lieu de la déclaration.</p>	<p><b>Le projet n’est pas concerné par un site classé ou inscrit. A ce titre, il n’est pas concerné par l’autorisation spéciale en site inscrit/classé</b></p>	<p><b>Non requise</b></p>	<p><u>Délai d’instruction déclaration préalable seule :</u> La déclaration doit être adressée au préfet, <b>4 mois avant le début des travaux.</b> Celui-ci <b>recueille l’avis de l’ABF</b> sur le projet (R.341-9 C.Env.)</p> <p><u>Délai d’instruction de l’autorisation d’urbanisme (si requise) :</u> le délai final d’instruction de la demande d’autorisation d’urbanisme est majoré d’1 mois (art R. 423-24 C.Urb) afin d’obtenir l’avis de l’ABF (cfr. Paragraphe autorisation d’urbanisme)</p> <p><b>Attention,</b> ces délais doivent néanmoins être combinés avec l’article R. 425-30 du code de l’urbanisme qui empêche de démarrer les travaux avant l’expiration d’un délai de 4 mois à compter du dépôt de la demande.</p> <p><u>Rappel</u> : au sein des périmètres de protection patrimoniale (abords de MH et SPR), la servitude d’utilité publique liée au site inscrit n’est pas applicable</p>

Procédures	Champ d’application de la procédure	Justification de la nécessité d’engager la procédure	Etat de la procédure	Détails pratiques
				(art. L. 341-1-1 du Code de l’environnement). Dès lors, seules les procédures liées aux autorisations au titre du Code de l’urbanisme ou du patrimoine devront être réalisées.
Coupe et abattage d’arbres d’alignement bordant les voies ouvertes à la circulation publique	<p>Le fait d'abattre ou de porter atteinte à un arbre ou de compromettre la conservation ou de modifier radicalement l'aspect d'un ou de plusieurs arbres d'une allée ou d'un alignement d'arbres est interdit.</p> <p>Le préfet de département peut autoriser de porter atteinte aux arbres d’alignement bordant les voies ouvertes à la circulation publique (coupe et abattage d’arbres) pour les besoins de projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements (Art. L.350-3 C. env).</p> <p>Cette demande devra notamment comporter les mesures éviter, réduire, compenser (ERC) envisagées par le MOA.</p>	<p>Les aménagements sont réalisés au sein d’un site non ouvert au public. Ainsi les aménagements ne sont pas susceptibles de porter atteinte à des arbres d’alignement bordant des voies ouvertes à la circulation publique.</p>	Non requise	<p><u>Délai global d’instruction de l’autorisation arbres d’alignement (hors autorisation environnementale): 2,5 mois</u></p> <p>A défaut de notification dans ce délai, l'autorisation est réputée accordée dans les termes où elle a été demandée</p> <p><u>Si une autorisation environnementale est requise alors, l'autorisation spéciale pour la coupe et l'abattage d’arbres d’alignement est une procédure embarquée : délai d’instruction de l’autorisation environnementale s’applique</u></p> <p><u>Données d’entrée nécessaires :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Inventaires écologiques finalisés ;</li><li>- Données techniques de la MOA</li><li>- Description des alignements concernés ;</li><li>- Description des mesures d'évitement ;</li><li>- Description des mesures de compensation.</li></ul>
2.2.5. PROCEDURES REQUISES AU TITRE DU CODE FORESTIER				
Défrichement	<p>Tout défrichement nécessite l’obtention d’une autorisation préalable de l’administration (Arts. L. 214-13 et suivants du code forestier).</p> <p>L'article L. 341-1 du code forestier définit le défrichement comme :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la destruction de l'état boisé d'un terrain ;</li><li>- la suppression de sa destination forestière.</li></ul> <p>Les deux conditions doivent être vérifiées cumulativement.</p> <p>Sont exemptés des dispositions de l'article L. 341-3 les défrichements envisagés dans les cas suivants :</p> <p>1° Dans les bois et forêts de superficie inférieure à un seuil compris entre 0,5 et 4 hectares, fixé par département ou partie de département par le représentant de l'Etat, sauf s'ils font partie d'un autre bois dont la superficie, ajoutée à la leur, atteint ou dépasse ce seuil ;</p>	<p>Le projet se situe au sein des zones identifiées comme massifs forestiers soumis à autorisation de défrichement.</p> <p>Toutefois les parcelles appartenant à l’Etat, ces dernières ne sont pas soumises à autorisation de défrichement. (Information DDTM 13)</p>	Non requis	/



Procédures	Champ d'application de la procédure	Justification de la nécessité d'engager la procédure	Etat de la procédure	Détails pratiques
	A noter : La caractérisation de l'état boisé et de la destination forestière résulte d'une constatation et d'une appréciation de fait et non de droit, laissée à l'administration chargée des forêts sous le contrôle du juge.			
2.2.6. PROCEDURES REQUISES AU TITRE DU CODE DU PATRIMOINE				
Archéologie préventive	<p>Les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages d'art ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique, ne peuvent être entreprises qu'après accomplissement des mesures de détection et, le cas échéant, de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique du patrimoine archéologique (Art. R. 523-1 du code du patrimoine).</p> <p>Sont notamment soumis à l'appréciation du préfet de Région (art R. 523-4 du Code du patrimoine) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les aménagements et ouvrages qui doivent être précédés d'une étude d'impact ;</li><li>- les aménagement soumis à autorisation d'urbanisme, lorsque leur emprise au sol dépasse un seuil fixé par le Préfet de région et qu'ils sont réalisés dans des zones « à diagnostic systématique » de la carte archéologique nationale</li><li>- les travaux soumis à déclaration préalable en application de l'article R.523-5 du code du patrimoine :<ul style="list-style-type: none"><li>o Les travaux <b>d'affouillement, de nivellement ou d'exhaussement</b> de sol liés à des opérations d'aménagement d'une superficie supérieure à 10 000 m <sup>2</sup> et affectant le sol sur une profondeur de plus de 0,50 m ;</li><li>o Les travaux de préparation du sol ou <b>de plantation d'arbres</b> ou de vignes affectant le sol sur une profondeur de plus de 0,50 mètre et sur une surface de plus de 10 000 m <sup>2</sup> ;</li><li>o Les travaux de <b>création de retenues d'eau ou de canaux d'irrigation</b> d'une profondeur supérieure à 0,50 mètre et portant sur une surface de plus de 10 000 m <sup>2</sup>.</li></ul></li></ul>	<p><b>Au regard des travaux d'affouillement de nivellement ou d'exhaussement</b> de sol nécessaires à la réalisation des aménagements sur une surface supérieure à 10 000 m<sup>2</sup>, le projet rentre dans le champs de la saisine archéologique.</p> <p>De plus, dans le cas d'une évaluation environnementale suite à l'examen au cas par cas, la saisine du préfet de région est également nécessaire.</p> <p><b>A noter que la saisine est en cours d'instruction.</b></p>	Requis	<p><u>Délais :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <u>Production</u> du dossier de saisine : 1-2 mois</li><li>- <u>Instruction</u> : <b>2 mois</b> pour la prescription ou non d'un diagnostic archéologique (si une EI est requise) 1 mois (si pas EI requise)</li><li>- Par la suite, le délai est variable et dépend de la sensibilité archéologique pour la réalisation du diagnostic et de la présence ou non de vestiges pour la mise en œuvre de fouilles.</li></ul> <p><u>Données d'entrée nécessaires :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Descriptif du projet avec localisation et profondeur des affouillements</li><li>- Calendrier prévisionnel des travaux</li></ul> <p><u>Points de vigilance :</u></p> <p>Cette procédure peut amener à l'organisation de fouilles archéologiques. Les opérations de fouilles peuvent s'avérer particulièrement longues avant la libération des terrains.</p>
Autorisation spécifique en abords de monuments historiques / Site patrimonial remarquable	<p>Les travaux susceptibles de modifier l'aspect extérieur d'un immeuble, bâti ou non bâti, protégé au titre des abords sont soumis à une autorisation préalable (Art. L. 621-32 du code du patrimoine).</p> <p>L'article L. 632-1 du code du patrimoine subordonne tous les travaux susceptibles d'affecter l'état des parties des immeubles compris dans le périmètre d'un Site Patrimonial Remarquable (SPR) à l'obtention d'une autorisation préalable.</p>	<p><b>Le projet ne se situe pas dans un périmètre de protection des monuments historiques ni en site patrimonial remarquable. En ce sens aucune autorisation spécifique pour les travaux réalisés en abords de monuments historiques et en site patrimonial remarquable serait nécessaire.</b></p>	Non requise	<p><u>Délais:</u></p> <p><u>Délai si travaux dispensés d'autorisation d'urbanisme et d'autorisation au titre du code de l'environnement</u> : 2 mois instruction par le Préfet (absence de réponse vaut accord tacite)</p>



Procédures	Champ d'application de la procédure	Justification de la nécessité d'engager la procédure	Etat de la procédure	Détails pratiques
	<p>Le périmètre de protection des monuments historiques est indiqué dans le PLU ou à défaut fixé à 500 mètres autour du monument (= périmètre qui correspond aux abords du monument historique).</p> <p>Pour ces périmètres de potection patrimoniale, la procédure varie en fonction de la nécessité ou non d'une autorisation relevant du code de l'urbanisme (permis de construire, démolir, etc.) ou d'une autorisation relevant du code de l'environnement (site classé, autorisation environnementale).</p> <p>- <u>Pour les travaux dispensés d'autorisations d'urbanisme et d'autorisation au titre du code de l'environnement</u> La demande d'autorisation prévue à l'article L. 621-32 ou à l'article L. 632-1 est adressée au maire de la commune dans laquelle se déroulent les travaux. Le maire transmet le dossier au préfet de département qui statue après avoir recueilli l'avis de l'ABF.</p> <p>- <u>Pour les travaux soumis à autorisation d'urbanisme</u> Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable tient lieu de l'autorisation prévue à l'article L. 621-32 ou à l'article L.632-1 du code du patrimoine dès lors que la décision a fait l'objet de l'accord de l'ABF (art R.425-1 C.Urb.).</p>			<p><u>Délai si travaux soumis à autorisation d'urbanisme</u> : les demandes autorisations d'urbanisme nécessaires pour les travaux tiennent lieu d'autorisation préalable au titre des monuments historiques si l'architecte des Bâtiments de France a donné son accord. A ce titre les délais d'instruction sont majorés d'1 mois pour obtenir cet avis.</p> <p><u>Point de vigilance</u> : Intégration paysagère du projet à prévoir.</p>

2.2.7. AUTORISATIONS REQUISES AU TITRE DU CODE DE L'URBANISME

<b>Autorisation de coupe et abattage d'arbres (hors arbres d'alignement)</b>	<p>En principe aucune autorisation n'est requise pour la coupe et l'abattage d'arbres (Art L. 421-4 C.Urb).</p> <p>Il existe des exemptions dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Si la coupe et l'abattage d'arbre est réalisée dans les bois, forêts ou parcs situés sur le territoire de communes où l'établissement d'un plan local d'urbanisme a été prescrit ;</li><li>- Ainsi que dans tout espace boisé classé en application de l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme ;</li><li>- Si la coupe et l'abattage d'arbre est réalisée en abords de monuments historiques.</li></ul> <p>Dans ces cas-là, une déclaration préalable au titre du code de l'urbanisme est requise pour ces types de travaux (Art. R. 421-24 C.Urb)</p>	<b>A ce stade, le projet ne prévoit pas la coupe d'arbre en EBC.</b>	<b>Non requise</b>	<p><u>Délais de la déclaration préalable au titre du code de l'urbanisme</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <u>Production</u> : 1 mois ;</li><li>- <u>Instruction</u> : <b>1 mois</b> (+ 1 mois supplémentaires pour les abattages situés en abords de MH).</li></ul> <p><u>Nota</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Les délais sont majorés d'un mois pour les projets situés dans les abords de monument historique (Art. R. 423-24 C.Urb)</li></ul> <p><u>Point de vigilance</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Même en cas d'absence de coupe ou d'abattage d'arbre tels que définis dans les articles L.421-4 et R.421-23 du code de l'urbanisme, il sera important de respecter la période de nidification qui s'étend qui 15 mars au 31 aout, en cas de débroussaillage notamment des bases travaux.</li></ul>
--	--	--	--------------------	---

Procédures	Champ d’application de la procédure	Justification de la nécessité d’engager la procédure	Etat de la procédure	Détails pratiques
Autorisations d’urbanisme	<p>Toute construction doit faire l’objet d’une autorisation d’urbanisme sauf les cas limitativement énumérés aux articles R421-2 à R. 421-8-2 du code de l’urbanisme qui sont dispensés de toute formalité.</p> <p>Les constructions mentionnées aux articles R421-9 à R421-12 du code de l'urbanisme doivent faire l’objet d’une déclaration préalable.</p> <p>Cependant, <b><u>sont dispensés de toute formalité en raison de leur nature</u></b> :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Les ouvrages d'infrastructure terrestre, ainsi que les outillages, les équipements ou les installations techniques directement liés à leur fonctionnement, à leur exploitation ou au maintien de la sécurité de la circulation ferroviaire, routière (Art R. 421-3 b) C.Urb) ;</li></ul> <p><b><u>Sont soumis à permis d’aménager :</u></b></p> <p><b>k) A moins qu'ils ne soient nécessaires à l'exécution d'un permis de construire, les affouillements et exhaussements du sol dont la hauteur, s'il s'agit d'un exhaussement, ou la profondeur dans le cas d'un affouillement, excède deux mètres et qui portent sur une superficie supérieure ou égale à deux hectares ;</b></p> <p><b><u>Sont soumis à permis de construire :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- a) Les travaux ayant pour effet la création d'une surface de plancher ou d'une emprise au sol supérieure à vingt mètres carrés ;</li></ul> <p><b><u>Sont soumis à permis de démolir :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la démolition partielle ou totale d'une construction dans les communes où le conseil municipal a instauré ce permis ce qui ne semble pas être le cas de Rousset. A noter que lorsque la démolition est liée à un projet de construction ou d'aménagement, la demande peut être faite avec la demande de permis de construire ou d'aménager.</li></ul> <p>Si des travaux doivent être opérés sur des constructions nouvelles ou existantes, il convient d’analyser leurs caractéristiques au regard de ces dispositions afin de déterminer si des formalités doivent être accomplies au titre du Code de l’urbanisme.</p> <p>Ce point devra en tout état de cause être confirmé par les services instructeurs concernés, car il est possible que ces derniers exigent un permis de construire et non une déclaration préalable (au titre de l'article R. 421-10) ou un permis d’aménager en fonction de la nature ou de l’importance des travaux à réaliser.</p>	<p>Des autorisations d’urbanisme seront requises pour le projet. Ainsi la construction des différents bâtiments sera soumise à permis de construire.</p> <p>Une vérification auprès du service urbanisme doit être réalisée afin de savoir si la commune a mis en place le permis de démolir sur son territoire.</p> <p>L’aménagement de la voirie routière fait l’objet d’une dispense au regard de la nature de l’aménagement.</p> <p>Par ailleurs les affouillements et exhaussements des sols étant liés à l’exécution d’un permis de construire, ces derniers ne relèveront pas du permis d’aménager ou de la déclaration préalable.</p>	<p><b>Permis de construire Requis</b></p> <p><b>Permis de démolir A confirmer</b></p>	<p><b>Délais :</b> Le délai d'instruction de droit commun est de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 1 mois pour les déclarations préalables ;</li><li>- 3 mois pour les demandes de permis de construire et pour les demandes de permis d'aménager ;</li><li>- 2 mois pour les demandes de permis de démolir</li></ul> <p>Les délais sont majorés d’1 mois lorsque le projet est situé dans le périmètre d’un site patrimonial remarquable, en abords de monuments historique ou encore en site inscrit afin d’obtenir l’avis de l’Architect des Bâtiments de France (article R.423-24 du code de l’urbanisme).</p> <p><b>Point de vigilance :</b> <b>Une rencontre avec les services d’urbanisme concernés est primordiale pour s’assurer de l’adéquation de notre interprétation avec la leur.</b> <b>Selon notre retour d’expérience, le régime juridique applicable aux constructions, aménagements et démolitions est appliqué de manière différenciée selon les services instructeurs rencontrés.</b></p>

Procédures	Champ d'application de la procédure	Justification de la nécessité d'engager la procédure	Etat de la procédure	Détails pratiques
2.2.8. PROCEDURE NECESSAIRES EN PHASE CHANTIER				
Autorisation d'occupation temporaire / autorisation de pénétrer	<p>En application des dispositions de la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics, Une autorisation d'occupation temporaire permet de pénétrer sur une propriété privée et de disposer temporairement de terrains privés pour :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Exécuter les opérations nécessaires à l'étude des projets de travaux publics,</li><li>- Procéder aux travaux préparatoires préalables à des travaux d'intérêt général,</li><li>- Etablir les installations de chantier nécessaires à l'exécution de ces travaux,</li><li>- Déposer temporairement des matériaux,</li><li>- Extraire du sol de ces terrains les matériaux nécessaires aux travaux,</li><li>- Permettre, d'une manière générale, la réalisation de tout autre objet relatif à l'exécution des travaux publics.</li></ul>	<p><b>La procédure d'autorisation d'occupation temporaire ne sera pas nécessaire dans le cadre du projet.</b></p> <p>En effet, le projet se déroule entièrement sur les emprises du site propriété de l'Etat, mis à disposition du CNRS via une la convention d'utilisation pour une durée de 20 ans.</p>	Non requise	<p><u>Délais :</u> environ <b>1 à 2 mois par REX</b> pour l'obtention</p> <p><u>Points de vigilance :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Tout arrêté préfectoral qui autorise des études ou une occupation temporaire est obsolète de plein droit s'il n'est suivi d'exécution dans les six mois de sa date.</li><li>- Un plan parcellaire indiquant les terrains à occuper doit être annexé à l'arrêté préfectoral.</li><li>- Les propriétaires doivent être indemnisés pour l'occupation de leur propriété et les lieux doivent être remis en état après la fin des travaux.</li><li>- Toutefois, dans la pratique ces occupations temporaires pourront être autorisées via des conventions amiables avec les propriétaires.</li></ul>

## 2.3. SYNTHESE DES PROCEDURES APPLICABLES ET PRECONISATIONS

### 2.3.1. PROCEDURES ECARTEES

Procédure
Débat public
Déclaration d'utilité publique
Autorisation spéciale en sites inscrits / classés
Défrichement
Autorisation spécifique en abords de monuments historiques / Site patrimonial remarquable
Mise en compatibilité (MECDU) du PLU Ou Révision / modification du PLU
Concertation préalable code de l'urbanisme

### 2.3.2. PROCEDURES A CONFIRMER

Procédure	
Etude d'impact du projet	L'obligation d'engager une étude d'impact au titre du projet est à confirmer suite au retour de la demande d'examen au cas par cas.  Si le projet est soumis à étude d'impact alors cette dernière sera soumise à l'avis de l'autorité environnementale (CGDD : Commissariat général au développement durable).
Concertation inter-service (CIS)	Si étude d'impact alors CIS selon circulaire ministérielle du 5 octobre 2004 relative à la concertation applicable aux projets de travaux, d'aménagements et d'ouvrages de l'Etat et des collectivités territoriales. <i>Nota</i> : celle-ci a déjà démarré de manière informelle (COPIL).
Enquête publique / participation du public par voie électronique (PPVE)	L'examen au cas par cas déterminera la nécessité d'une évaluation environnementale. Si celle-ci est avérée, le projet rentre dans la procédure de PPVE dans le cadre de l'instruction du PC.
Déclaration de projet	Si Étude d'impact et enquête publique au titre du code de l'environnement alors il y a déclaration de projet. Dans le cas d'une PPVE, celle-ci ne semble pas requise.

<b>Dossier d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)</b>	La première analyse conjointe entre le CNRS et la DREAL UD semble indiquée que la nécessité d'une procédure ICPE est peu probable. Cette analyse est en cours de fiabilisation. <i>Nota</i> : le PLUi interdit l'exploitation d'une ICPE en zone rouge risque feu de forêt.
<b>Dérogation à l'interdiction de porter atteinte aux espèces et habitats protégés</b>	Les inventaires en cours (avril 2024-mars 2025) permettront de statuer sur la nécessité d'un tel dossier. Il convient toutefois de préciser que les aménagements sont prévus en dehors de la zone potentiellement la plus sensible (ripisylve) et que les études de de conception permettront d'éviter au maximum les zones à enjeux (doctrine ERC).
<b>Autorisation de coupe et abattage d'arbres (hors arbres d'alignement)</b>	A ce stade, le projet ne prévoit pas la coupe d'arbre en EBC.
<b>Déclaration d'intention – concertation code de l'environnement</b>	Une déclaration d'intention doit être réalisée sur le site Internet du MOA car le projet est « soumis à évaluation environnementale, réalisés sous maîtrise d'ouvrage publique et dont le montant des dépenses prévisionnelles est supérieur à 5 M€ HT et les projets privés bénéficiant de subventions publiques dépassant 5 M € (Art L. 121-17-1 c.env)."  Le droit d'initiative permet au public de solliciter le préfet pour qu'il demande au MOA d'organiser une concertation préalable au titre du Code de l'environnement.  <i>Nota</i> : La décision de soumission à l'évaluation environnementale suite à l'examen au cas par cas vaut déclaration d'intention.
<b>Autorisation d'occupation temporaire / autorisation de pénétrer</b>	Dans le cas où il serait nécessaire de réadapter la voirie d'accès au site.

### 2.3.3. PROCEDURES REQUISES

Procédure	
<b>Dossier loi sur l'eau</b>	<p>Au regard des données d'entrée fournies ; le seuil d'autorisation ne sera probablement pas atteint, le seuil déclaratif est donc retenu à ce stade a minima pour la rubrique 2.1.5.0.</p> <p>Il conviendra d'être vigilant sur les rubriques ayant trait au remblai en ZI et à la destruction de ZH. Le bâtiment B8-B9 (en zone inondable) sera à régulariser lors de l'évolution du projet.</p> <p>Hors nomenclature IOTA : la station d'épuration B7 située en zone inondable n'est pas compatible avec l'arrêté ministériel du 21/07/2015. La conception devra prévoir de relocaliser la station ou prouver son impossibilité pour demander une dérogation à l'AM.</p> <p>De plus, les risques sanitaires des rejets de STEP (eaux de process/eaux usées domestiques) du projet devront faire l'objet de discussion avec la DDTm, l'ARS et le SPANC en fonction des solutions envisagées (projet INNOV EAU pour la réutilisation partielle des eaux traitées).</p>
<b>Examen au cas par cas du projet</b>	<b>La rubrique 39 est concernée par le projet au regard des aménagements envisagés :</b>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du même code supérieure ou égale à 10 000 m<sup>2</sup> → examen au cas par cas</b></li> <li>- <b>b) Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est compris entre 5 et 10 ha, ou dont la surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou l'emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du même code est supérieure ou égale à 10 000 m<sup>2</sup> → examen au cas par cas</b></li> </ul> <p>Le projet n'étant pas considéré comme une opération d'aménagement, il relève de la rubrique 39 a). En considérant l'ensemble des aménagements (tranche ferme + tranche optionnelle) <b>et que les volières créées de la surface de plancher</b>, les surfaces à considérer de SDP sont ainsi de 12 165 m<sup>2</sup>. <b><u>A ce titre, les aménagements entrent dans le champ de l'examen au cas par cas.</u></b></p> <p>A ce stade, concernant la géothermie de minime importance, les échanges avec le BE montre que les rubriques 17, 27 et 28 sont écartées.</p>
<b>Evaluation des incidences Natura 2000</b>	<p>Évaluation simplifiée des incidences a minima.</p> <p>Selon les résultats d'inventaires, l'évaluation sera potentiellement « complète ».</p>
<b>Archéologie préventive</b>	<p>Procédure en cours.</p> <p>En cas de découverte, un retard sera à prévoir et sera fonction de l'ampleur des découvertes.</p>
<b>Autorisations d'urbanisme</b>	<p>Permis de construire requis.</p> <p>Permis de démolir à confirmer – contact à prévoir avec le service d'urbanisme de la commune de Rousset.</p>

# SYSTRA

72-76 rue Henry Farman  
75015 Paris – France  
+33(0)1 40 16 61 00  
[www.systra.com](http://www.systra.com)